



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Examen mondial des
politiques et réponses
programmatiques à la
covid-19 et ses effets sur
le **travail des enfants**
dans les systèmes
agroalimentaires



Examen mondial des
politiques et réponses
programmatisques à la
covid-19 et ses effets sur
**le travail des enfants
dans les systèmes
agroalimentaires**

Citation requise:

FAO. 2023. *Examen mondial des politiques et réponses programmatiques à la covid-19 et ses effets sur le travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc2520fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-137470-2

© FAO, 2023



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY NC SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Photographies de couverture (de haut en bas):

© FAO/Sumy Sadurni, © FAO/A. K. Kimoto

Table des matières

Remerciements.....	v
Sigles et abréviations	vii

Partie I

Comprendre la relation entre la covid-19 et le travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires 1

1. Conséquences de la pandémie de covid-19 sur les facteurs contribuant au travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires.....	1
1.1 Les répercussions socio-économiques de la pandémie de covid-19.....	1
1.2 Comprendre les principaux facteurs du travail des enfants dans le secteur de l'agriculture et dans les zones rurales pour évaluer l'impact des mesures prises contre la covid-19	4
2. Risques accrus du travail des enfants résultant de la pandémie et d'autres crises	7
2.1 Où en sommes-nous ?	7
2.2 Objectifs de cet examen	9

Partie II

Approche, défis et portée de l'examen mondial 11

1. Examen de la littérature générale (définitions, rapports globaux, données).....	13
2. Quelques exemples de projets nationaux.....	13
3. Examen des politiques et programmes mis en place en réponse aux conséquences socio-économiques de la pandémie	15

Partie III

Conséquences de la covid-19 sur les facteurs contribuant au travail des enfants dans l'agriculture et politiques et réponses programmatiques 17

1. Manque d'accès à un travail décent pour les jeunes et les adultes, et inégalités de genre.....	18
1.1 Conséquences socio-économiques.....	18
1.1.1 Accès restreint au travail et perte d'emplois.....	18
1.1.2 Le double fardeau: la charge de travail accrue des femmes.....	22
1.2 Politiques et réponses programmatiques.....	23
1.2.1 Facilitation de l'emploi à travers des accords contractuels adaptés.....	24
1.2.2 Services susceptibles d'améliorer les manières de gérer le risque: travaux publics, facilitation de l'embauche et accès à l'appui à la liquidité pour l'entrepreneuriat rural.....	24
1.2.3 Garantie de normes au travail et élargissement des droits des travailleurs.....	26
1.2.4 Mesures d'assurance sociale.....	27
2. Vulnérabilité économique accrue.....	28
2.1 Conséquences socio-économiques.....	28
2.1.1 Accès restreint aux intrants et coûts de production accrus.....	28
2.1.2 Accès restreint aux marchés et perte de revenus connexes.....	31
2.1.3 Pertes de transferts de fonds nationaux et internationaux.....	32
2.2 Politiques et réponses programmatiques.....	34
2.2.1 Transferts alimentaires et monétaires.....	34
2.2.2 Optimisation des programmes nationaux de protection sociale.....	36
3. Manque d'accès à une éducation de qualité.....	37
3.1 Conséquences socio-économiques.....	40
3.1.1 Fermetures d'écoles et enseignement à distance.....	40
3.1.2 Enseignement à distance et fracture numérique.....	41
3.1.3 Interruption des programmes d'alimentation scolaire.....	43
3.1.4 Le double fardeau: le manque de temps disponible pour les femmes.....	44
3.2 Politiques et programmes mis en œuvre.....	44
3.2.1 Programmes d'alimentation scolaire.....	44
3.2.2 Mesures supplémentaires pour compenser les fermetures d'écoles.....	45

Partie IV

Remarques finales.....47

Bibliographie.....54

Annexe 1

Critères de sélection pour les études de cas nationales.....66

Remerciements

L'élimination de toutes les formes de travail des enfants est prévue d'ici 2025 dans l'Agenda 2030 des objectifs de développement durable. L'objectif de l'ODD 8.7 d'éliminer le travail des enfants sous toutes ses formes approche à grands pas et n'est en aucun cas sur la bonne voie: 4 millions d'enfants supplémentaires ont été entraînés dans le travail des enfants dans l'agriculture au cours de la période 2016-2020, avant que les conséquences de la pandémie ne soient visibles. La pandémie de covid-19 a également fait des ravages socio-économiques sur les facteurs contribuant au travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires, et sans mesures d'atténuation, le nombre d'enfants astreints au travail pourrait encore augmenter.

Avec les publications *Les conséquences de la covid-19 sur le travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires* et *Examen mondial des politiques et réponses programmatiques à la covid-19 et ses effets sur le travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires*, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'efforce de générer des connaissances sur l'impact du covid-19 sur le travail des enfants. Les deux documents ont été élaborés dans le cadre du projet de la FAO *L'impact du covid-19 sur le travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires*, mis en œuvre avec le soutien financier du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et le soutien technique de la Agence allemande de coopération internationale (GIZ). Conformément à l'*Appel à l'action de Durban de la 5^e Conférence mondiale sur le travail des enfants*, ces deux publications visent à «améliorer les données [...] pour progresser conjointement vers l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture, y compris la pêche et l'aquaculture». Alors que les données probantes sur le travail des enfants sont traditionnellement collectées par secteurs professionnels, et donc axées sur l'agriculture, ces deux publications vont au-delà de la production agricole et dans les systèmes agroalimentaires pour englober davantage de situations où les enfants s'engagent réellement pour aider à garantir les moyens de subsistance des familles.

Des remerciements particuliers vont à l'équipe de l'Institute of Development Studies (IDS) dirigée par Dorte Thorsen, responsable de la recherche, pour l'élaboration de la première ébauche du document. L'examen mondial a ensuite été finalisé par un comité de rédaction composé de plusieurs collègues du groupe de prévention du travail des enfants dans l'agriculture de l'équipe de l'emploi rural décent de la Division de la transformation rurale inclusive et de l'égalité des sexes (ESP) de la FAO: Marwan Benali, Adriano Bolchini, Mariaeleonora D'Andrea, Léo Keller et Maria Lee.

La direction technique et la supervision de l'ensemble du processus ont été assurées par Ariane Genthon, chargée de programme (travail des enfants dans l'agriculture), avec le

soutien à la coordination d'Anna Befus, spécialiste de l'emploi des jeunes ruraux, et de Léo Keller, spécialiste en gestion des projets et des connaissances.

Les auteurs souhaitent exprimer leur gratitude aux collègues de la FAO qui ont apporté d'importantes contributions techniques à l'examen mondial, à savoir Omar Benammour, Greta Campora, Bernd Seiffert et Libor Stloukal.

Les contributions précieuses des collègues de la GIZ suivants sont également appréciées: Cristina del Valle Schuster et Anne Carina Jacob, conseillères sur les droits de l'enfant pour le programme intersectoriel des droits de l'homme (GIZ).

Enfin, les auteurs tiennent à remercier Carlo Angelico, responsable sensibilisation et plaidoyer, et Marco Fiorentini, spécialiste de la communication, pour leurs conseils techniques, Brett Shapiro pour la révision du texte, Monique Zachary pour la traduction de l'anglais vers le français, et Studio Pietro Bartoleschi pour la conception et la mise en page.

Sigles et abréviations

BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
CEDEAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
EU-OSHA	Union européenne – Agence de sécurité et de santé au travail
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture
GAIN	Alliance mondiale pour une meilleure nutrition
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
INE	Instituto Nacional de Estadística
NREGA	Programme national de garantie de l’emploi rural
ODD	objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’enfance
5GCCL	5 ^e Conférence mondiale sur l’abolition du travail des enfants



Partie I

Comprendre la relation entre la covid-19 et le travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires

1. Conséquences de la pandémie de covid-19 sur les facteurs contribuant au travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires

1.1 Les répercussions socio-économiques de la pandémie de covid-19

À l'échelle mondiale, l'apparition de la pandémie de covid-19 a déclenché des mesures d'urgence gouvernementales pour enrayer sa propagation au début de l'année 2020¹. Les études menées dans le monde entier confirment que ces mesures se basent en grande partie sur les conseils émis par l'Organisation mondiale de la Santé, les centres régionaux de contrôle des maladies et d'autres organismes régionaux (Thorsen *et al.*, 2021). Les recherches menées en Afrique par Tsikata et Torvikey (2021) indiquent également que les contextes et les besoins spécifiques des différentes communautés n'ont peut-être pas été suffisamment pris en compte, ce qui a conduit à des résultats différents d'un cas à l'autre.

Les mesures préventives ont été contrôlées et appliquées à des degrés différents dans l'espace et dans le temps. L'État plurinational de Bolivie, le Panama et le Pérou ont décrété des confinements longs et stricts. Dans **L'État plurinational de Bolivie**, le confinement a été l'un des plus longs et stricts dans le monde (McAuliffe et Triandafyllidou, 2021). Moins d'une semaine après l'annonce d'un confinement partiel, celui-ci est devenu total. Seuls les travailleurs du secteur de la santé et de l'approvisionnement alimentaire ont été autorisés à travailler. En outre, l'armée a été déployée pour occuper des fonctions de maintien de

¹ Il s'agit notamment des confinements, des restrictions de déplacement, des fermetures des écoles, des marchés et des entreprises, et des mesures de distanciation physique.

l'ordre et, dans une certaine mesure, des fonctions liées à la sécurité des frontières, à la logistique, aux soins médicaux et à la gestion de crise. Le **Pérou** a décrété que tous les enfants et les personnes âgées de plus de 65 ans devaient rester chez eux en permanence et qu'un seul membre du foyer était autorisé à sortir une heure par jour pour effectuer des achats essentiels (Parlement andin, 2022). Dans certains pays, comme au **Maroc**, les femmes des zones rurales se sont vues dans l'obligation d'enfreindre les mesures de confinement pour effectuer des travaux occasionnels dans les fermes voisines, et ce, malgré les campagnes de sensibilisation et le nombre élevé de cas de covid-19 (Bossenbroek et Ftouhi, 2021). Dans d'autres pays, l'absence d'efforts continus de sensibilisation des communautés a fait que beaucoup de gens n'ont pas pris la pandémie au sérieux, parce que la plupart des cas de covid-19 avaient été relevés dans les zones urbaines.

Ces mesures ont provoqué un déclin sans précédent de l'activité économique dans le monde entier, frappant violemment les systèmes agroalimentaires et les ménages dans les zones rurales, notamment touchés par des pertes de revenus et d'emploi (Bundervoet, Dávalos et Garcia, 2022). L'équivalent de **près de 125 millions d'emplois à temps plein ont été perdus en conséquence directe de la pandémie** (OIT, 2021a). Alors que de nouvelles vagues d'infections par la covid-19 ont nécessité des mesures supplémentaires pour contenir le virus dans certains pays, d'autres se sont concentrés sur les réponses politiques aux conséquences socio-économiques de la pandémie², ce qui s'est traduit par des impacts de plus en plus divergents sur les systèmes agroalimentaires et les populations rurales dans le monde (GAIN, 2021). Selon un rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de la FAO de 2021, **la pandémie aura probablement plongé 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté, et 83 à 132 millions de personnes dans la sous-alimentation** rien qu'en 2020 (FAO et OIT, 2021).

La pandémie de covid-19 vient également se greffer sur d'autres crises et chocs (à savoir des crises environnementales et économiques, ainsi que des conflits). Elle exacerbe les inégalités existantes et frappe le plus durement les pays en développement et les moins avancés. Elle a touché les populations rurales de multiples façons, perturbant les moyens de subsistance et la vie quotidienne, et augmentant les risques d'extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire. Les systèmes agroalimentaires ont été affectés par les perturbations de l'approvisionnement en biens et en main-d'œuvre au niveau de la production, et par les interruptions de la logistique et de l'accès aux marchés locaux, régionaux et mondiaux le long des différentes chaînes de valeur. Ces perturbations ont à leur tour compromis le revenu global des ménages employés dans la production, la transformation et les services connexes ou dans le travail salarié (Bouët *et al.*, 2021; Dixon *et al.*, 2021; FAO, 2020c, 2020d, 2020i; Laborde *et al.* 2020; Morris *et al.*, 2020).

² Il s'agit d'une série de mesures sociales et économiques, telles que l'aide alimentaire, les transferts d'argent et de biens, les programmes de repas des écoles, les interventions sur le marché du travail et les programmes de microfinance et de crédit. Un examen des réponses politiques est présenté au chapitre III.

Encadré n° 1: Définition des systèmes agroalimentaires

Les systèmes agroalimentaires (ou systèmes alimentaires) englobent l'ensemble des acteurs et leurs activités interdépendantes de valorisation qui interviennent dans la production, l'agrégation, le traitement, la distribution, la consommation et l'élimination des produits alimentaires issus de l'agriculture, de la sylviculture ou de la pêche, ainsi que certaines parties des environnements économiques, sociétaux et naturels plus vastes dans lesquels ils s'inscrivent.

Source: FAO. 2018. *Sustainable food systems concept and framework*. Rome, FAO.
<https://www.fao.org/3/ca2079en/CA2079EN.pdf>



1.2 Comprendre les principaux facteurs du travail des enfants dans le secteur de l'agriculture et dans les zones rurales pour évaluer l'impact des mesures prises contre la covid-19

Le travail des enfants dans le secteur de l'agriculture est alimenté par des facteurs dits «incitatifs» (au niveau de la demande) et «dissuasifs» (au niveau de l'offre), et est largement déterminé par les caractéristiques de l'agriculture comme profession et secteur économique (FAO, 2020b). Les enfants sont incités à travailler face à l'augmentation des **incertitudes, des risques et des chocs négatifs affectant les ménages, qui peuvent réduire les revenus de ces derniers, et amener les enfants à abandonner l'école et à travailler pour contribuer au revenu familial**. Le travail des enfants compte généralement parmi les stratégies d'adaptation des ménages dont les décisions sont guidées par des considérations critiques et à court terme, et par la nécessité de survivre dans des conditions défavorables. Dans le cas de chocs, ce choix peut être une solution pour certaines familles, car il leur permet de gérer les risques et soutenir la consommation dans un contexte de marchés incomplets. Avec ce cadre économique d'interprétation, plusieurs moteurs connus du travail des enfants dans l'agriculture ont pu être exacerbés par la pandémie de covid-19. D'autres facteurs liés aux normes sociales, aux facteurs externes et aux marchés du travail viennent s'ajouter à la manière dont les conséquences socio-économiques de la covid-19 interagissent avec les facteurs du travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires.



Encadré n° 2: Travail des enfants – définition et termes associés

Les principaux instruments qui servent de base à la définition juridique du travail des enfants sont la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, (1999). Certains pays ne les ont cependant pas encore ratifiées. La Recommandation de l'OIT sur l'âge minimum, 1973 (n° 146) et la Recommandation de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (n° 190) fournissent des conseils supplémentaires. La protection des enfants contre l'exploitation économique figure également à l'article 32 de la Convention relative aux droits de l'enfant, 1989.

Par **travail des enfants**, on entend tout travail inadapté à l'âge des enfants, qui nuit à leur éducation ou risque de nuire à leur santé, leur sécurité ou leur morale. Ce travail entrave le bien-être des enfants et leur éducation, leur développement et leurs moyens de subsistance futurs.

Il existe différents types de «travail des enfants», leur différence résidant dans le caractère nuisible ou non pour les enfants. Toutes les tâches exécutées par des enfants ne doivent pas être considérées comme du «travail des enfants». Les enfants âgés de 12 à 14 ans peuvent effectuer de petits travaux à condition que ceux-ci ne soient pas dangereux et n'interfèrent pas avec leur scolarité.

Les pires formes du travail des enfants comprennent, outre **les travaux dangereux**, toutes les formes d'esclavage ou pratiques similaires à l'esclavage, telles que la vente et la traite d'enfants, la servitude pour dettes, le servage et le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire d'enfants pour les utiliser dans les conflits armés; et l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques, ainsi que pour des activités illicites. Ces pires formes de travail mettent en péril le bien-être physique, mental et moral de l'enfant, soit en raison de leur nature, soit à cause des conditions dans lesquelles elles sont exercées.

Le travail dangereux désigne toute forme de travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il est effectué, est susceptible de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant (Article 3[d] de la Convention N° 182). Ce type de travail est exécuté dans des conditions dangereuses, malsaines, qui peuvent conduire à la mort de l'enfant, l'exposer à des blessures ou à des maladies, ceci, en raison de normes de sécurité et santé faibles ou quasiment inexistantes. Certaines blessures ou maladies entraînent parfois une invalidité permanente. Des problèmes de santé causés par le travail des enfants ne se manifestent parfois qu'à l'âge adulte. Le travail dangereux devrait être défini au niveau national.

Le groupe combiné (14/15 à 17 ans) appartient autant au groupe d'âge «enfant» (0 à 17 ans) que «jeune» (15 à 24 ans). Ce dernier correspond à une catégorie dans laquelle les enfants ont atteint l'âge légal pour pouvoir travailler (fixé à 14 ans dans quelques pays en développement et à 15-16 ans dans la plupart des pays). Ils peuvent relever soit du travail des enfants, soit de l'emploi des jeunes en tant que jeunes travailleurs. Le facteur déterminant est le danger que présente la tâche qui leur est assignée. Lorsqu'un enfant de ce groupe d'âge pulvérise des pesticides dangereux, cela est considéré comme un travail des enfants. Lorsqu'un enfant de ce groupe d'âge utilise des biopesticides de manière sûre, il est considéré comme un jeune travailleur.

Source: FAO. 2020b. *Cadre de la FAO pour l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture*. Rome, FAO. <https://www.fao.org/3/ca9502fr/ca9502fr.pdf>

Les principaux facteurs liés au travail des enfants dans les zones rurales sont: la pauvreté au sein du foyer familial, la vulnérabilité économique et l'insécurité alimentaire; peu de connaissances sur les dangers et les alternatives; une faible productivité et les besoins d'une main-d'œuvre abondante et économique qui en découlent; peu d'accès à l'éducation et à la formation technique, avec une faible valeur de l'éducation aux yeux des parents ou tuteurs légaux; des arrangements informels ou irréguliers et le manque d'opportunités professionnelles décentes pour les adultes et les jeunes de plus de 15 ans, de même que l'existence de crises et de perturbations (FAO, 2020b). En outre, l'inaccessibilité aux soins et à la protection sociale contribue de différentes façons à la transmission intergénérationnelle de la pauvreté et à la continuation du travail des enfants, en plus des normes sociales et des pratiques enracinées dans les contextes locaux (FAO, 2020b, 2021e; OIT et UNICEF, 2020).

En plus des caractéristiques spécifiques au secteur agricole, notamment le caractère saisonnier, l'informalité, sa dangerosité et son manque de réglementations, les aspects liés au genre et la répartition des tâches au sein du foyer familial sont également des facteurs déterminants importants qui motivent et déterminent la manière et les conditions dans lesquelles les filles et les garçons travaillent.

Les crises économiques, ainsi que les catastrophes environnementales et climatiques peuvent frapper l'agriculture, créer des fluctuations salariales en raison des pertes de récolte, conduire à la perte du travail d'un membre adulte de la famille ou encore à des problèmes de santé qui obligeront les enfants à aller travailler pour aider financièrement leurs familles. Les conflits sont un autre facteur déterminant.

Enfin, certains facteurs socio-démographiques et culturels qui caractérisent les zones rurales jouent également un rôle déterminant dans le travail des enfants dans l'agriculture.

L'effet combiné de la réduction des moyens de subsistance et de la perte de revenus provenant de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture ou de l'élevage se traduit par une vulnérabilité accrue des ménages à d'autres chocs, ainsi que par un risque accru d'extrême pauvreté et de travail des enfants dans l'agriculture. Ce constat est corroboré par les conséquences de la pandémie de covid-19 et les mesures prises pour enrayer sa propagation, qui ont entraîné de graves pertes d'emplois et de revenus, et un effet persistant sur les taux d'emploi dans certains pays.

2. Risques accrus du travail des enfants résultant de la pandémie et d'autres crises

2.1 Où en sommes-nous ?

Près de 80 pour cent de la population vivant dans la pauvreté extrême se trouve dans des zones rurales et la majorité survient à ses besoins grâce aux systèmes agroalimentaires. Lorsque ces personnes, qui risquent de tomber dans une pauvreté extrême, n'ont pas accès à un soutien social, elles peuvent recourir à des stratégies d'adaptation qui s'avèrent nuisibles, notamment le travail des enfants.

Les dernières estimations sur le travail des enfants publiées en 2021 montrent, de manière alarmante, que **pour la première fois au cours des deux dernières décennies, les progrès mondiaux contre le travail des enfants sont au point mort**. Près de 160 millions (+5 pour cent par rapport à 2016) d'enfants sont en situation de travail des enfants et 79 millions d'entre eux (+7,6 pour cent par rapport à 2016) exercent un travail dangereux. En d'autres termes, **près d'un enfant sur dix dans le monde travaille**. La majorité d'entre eux (70 pour cent) travaille dans l'agriculture (OIT et UNICEF, 2021).

L'impact réel de la pandémie de covid-19 n'est pas reflété dans ces estimations, car elles sont extrapolées à partir d'enquêtes représentatives au niveau national, dont 80 pour cent ont été menées entre 2016 et 2020, c'est-à-dire avant le début de la pandémie (Sources: OIT-IPEC, 2013b; OIT, 2017a; OIT et UNICEF, 2021). Cependant, un modèle de simulation de l'OIT, qui cherche à prédire les effets possibles de la pandémie de covid-19 en matière de pauvreté, combiné à des études antérieures de l'OIT et de l'UNICEF sur le rapport entre la pauvreté et les enfants qui travaillent (OIT et UNICEF, 2021) suggère qu'une augmentation de 1 pour cent de la pauvreté entraîne une hausse d'au moins 0,7 pour cent du nombre d'enfants qui travaillent³.

³ Il est important de noter que, bien qu'Edmonds et ses collègues utilisent le terme de «travail des enfants» dans de multiples études, ils définissent ce dernier comme un emploi salarié, indépendant ou un emploi dans la ferme ou l'entreprise familiale (cf. Edmonds, 2005, 2010, Edmonds et Schady, 2012), ce qui correspond à la définition de l'OIT du travail des enfants.

En l'absence de mesures visant à atténuer les conséquences socio-économiques de la pandémie, le nombre d'enfants qui travaillent pourrait atteindre 168,9 millions d'ici la fin 2022.

L'impact réel dépendra des réponses politiques:

206,2 millions d'enfants si les **mesures d'austérité** ou d'autres facteurs entraînent un glissement de la **couverture de la protection sociale**⁴;

168,9 millions d'enfants en raison d'une **augmentation de la pauvreté** et en l'**absence de mesures d'atténuation supplémentaires**;

144,9 millions d'enfants si la **couverture de la protection sociale augmente**.

(OIT et UNICEF, 2021)

⁴ Les mesures de protection sociale comprennent l'assistance sociale, l'assurance sociale et les mesures relatives au marché du travail qui peuvent protéger les pauvres vivant en milieu rural de l'impact de la pandémie de covid-19 (FAO, 2020).

En outre, les conséquences de la pandémie de covid-19 se mêlent à d'autres crises, ce qui aggrave encore plus la pénurie de main-d'œuvre et l'incertitude pour les populations rurales.

L'incertitude et la vulnérabilité environnementales ou sociales, qui comprennent les changements climatiques (par exemple: les vagues de chaleur, les sécheresses, les inondations), les conflits et autres situations d'urgence – notamment les épidémies provoquant des décès ou des ruptures familiales – ainsi que les déplacements ou la migration (FAO, 2020b; OIT et UNICEF, 2020) peuvent créer des adversités qui se renforcent mutuellement. Ces multiples facteurs, souvent entremêlés, peuvent conduire à l'aggravation de la pauvreté, au déplacement ainsi qu'à la perte d'emplois, de ressources et de biens, et sont donc de puissants moteurs qui motivent le travail des enfants.

2.2 Objectifs de cet examen

Le présent rapport vise à examiner les conséquences (1) de la pandémie de covid-19 et des mesures mises en place pour atténuer sa propagation, et (2) les politiques et programmes implémentés pour en atténuer les conséquences socio-économiques, ainsi que la manière dont ils ont potentiellement interagi avec les facteurs liés au travail des enfants (c'est-à-dire l'augmentation de la pauvreté et de la vulnérabilité économique, le manque d'emplois décent, le manque d'accès à l'éducation), en particulier dans les systèmes agroalimentaires. Ainsi, il vise à documenter et à préciser comment les réponses aux conséquences de la pandémie de covid-19, notamment les mesures de protection sociale, ont le potentiel de prévenir ou de contenir une augmentation du travail des enfants dans l'agriculture en général.

À l'exception de quelques études ciblées couvrant des communautés ou des zones géographiques spécifiques⁵, on ne dispose encore que de rares données sur la façon dont les ménages ruraux ont organisé leur travail, sur les activités enfants depuis le début de la pandémie (notamment lorsqu'ils n'étaient pas scolarisés), sur la façon dont la composition de certains ménages a pu changer, ou sur la façon dont les moyens de subsistance ont pu être interrompus ou modifiés. L'approche et la conception de la recherche pour développer le présent document ont donc été conçues pour saisir certains de ces aspects à travers des études qui offrent un aperçu des facteurs connus du travail des enfants.

⁵ Voir par exemple: FAO. 2022. *Les conséquences de la covid-19 sur le travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires*. Rome, FAO.



Partie II

Approche, défis et portée de l'examen mondial

Bien que la propagation de la covid-19 ait conduit à une pandémie mondiale, sa même prévalence ou gravité a varié d'un pays à l'autre. Malgré la similitude des politiques et programmes visant à y faire face, la capacité des États à les mettre en œuvre efficacement, ou à suivre et à mesurer leurs effets a différé selon les contextes nationaux. **La nature imprévisible et continue de la covid-19 rend difficile la mesure, la recherche ou le rapport sur ses impacts.** Cela a posé des difficultés particulières pour cet examen global qui cherche à comprendre les spécificités des conséquences socio-économiques sur les facteurs du travail des enfants dans l'agriculture, et les politiques et programmes mis en place pour y répondre.

En outre, bien qu'il existe un certain suivi du travail des enfants dans les chaînes de valeur mondiales (ICI, 2021; OIT-Fundamentals, 2017, 2020), **on manque de données empiriques détaillées sur le travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires plus généralement.** La plupart des études traitant de l'enfance en milieu rural se concentrent sur la scolarisation, les taux d'inscription et de rétention, sans comprendre pleinement comment les enfants des communautés rurales combinent les activités nécessaires aux conditions de vie et la scolarisation, ni l'importance relative du travail, de la socialisation, de la formation et de l'éducation pour les ménages et les communautés (Bourdillon, 2006; Morrow et Boyden, 2018; Panelli *et al.*, 2007; Punch, 2003). De plus, la littérature disponible se concentre largement sur la dynamique de la production de cultures agricoles par rapport à l'élevage et à la pêche. Les études sur les chaînes de valeur ont tendance à se concentrer sur les produits de base mondiaux et le travail des enfants dans des cultures telles que le cacao, le café et la canne à sucre. Celles-ci ont été examinées à la loupe au niveau de la production, mais pas tout au long de la chaîne de valeur.

Aux fins du présent document, l'examen des conséquences socio-économiques a été conçu en trois volets:

- ▶ Le premier contient des informations collectées par le biais d'une analyse documentaire générale de rapports, définitions, données et estimations à l'échelle mondiale.
- ▶ Le second, après une sélection de pays spécifiques, donne des exemples nationaux tirés de rapports disponibles, des informations sur les politiques et les programmes, et d'autres données de recherche.
- ▶ Par la suite, ont été analysé un ensemble plus large d'exemples au niveau national pour produire l'examen des politiques et des programmes mis en place. Les efforts de la FAO et de la Banque mondiale, entre autres, ont servi de base à cet examen pour documenter l'action politique pendant la pandémie de covid-19.



1. Examen de la littérature générale (définitions, rapports globaux, données)

Pour mieux comprendre les changements survenus dans l'enfance en milieu rural et les demandes de travail des enfants en raison de la pandémie, il est nécessaire de faire des déductions à partir des constats observés à différents niveaux: les ménages et les communautés, le niveau de la production, et le système agroalimentaire.

Les rapports internationaux pertinents et les documents d'orientation existants donnent un aperçu des rapports entre les conséquences de la pandémie (par exemple: la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la réduction des revenus, les enfants non scolarisés) et le travail des enfants. Ils décrivent également comment les mesures de protection sociale peuvent prévenir ou atténuer le risque d'une hausse du travail des enfants.

2. Quelques exemples de projets nationaux

Les données limitées au niveau national et des ménages ont conduit à la décision d'adopter une **approche plus spécifique à chaque pays** et de recueillir des données qualitatives au niveau local afin de comprendre l'étendue des conséquences socio-économiques et leurs implications sur les principaux facteurs du travail des enfants dans l'agriculture.

Le fait de se concentrer sur un échantillon de huit pays représentatifs à revenu faible ou intermédiaire-faible pour l'examen des conséquences socio-économiques a permis de s'appuyer sur de multiples sources, et d'extraire des informations plus approfondies et plus pertinentes sur les moyens de subsistance en milieu rural pendant la pandémie. Cela a par ailleurs permis de faire le lien entre ces informations et les politiques, et programmes, avec une référence spécifique aux effets du travail des enfants.

Dans chaque pays concerné, la situation au niveau national a été explorée. On a examiné les politiques ainsi que les programmes du gouvernement et des ONG visant à atténuer la propagation de la covid-19, ainsi que les impacts socio-économiques de cette dernière. Une attention particulière a été accordée aux effets des mesures de prévention et d'atténuation de la covid-19 au niveau des ménages, de la production des ménages et des exploitations agricoles, et du système agroalimentaire. Cela a permis de mieux comprendre comment la pandémie et les mesures connexes ont affecté le système agro-alimentaire, et façonné le travail des populations rurales, ainsi que la composition des ménages et les sources de revenus.

Dans chaque cas, les implications pour les enfants et le travail des enfants ont été déduites de la base des connaissances dont nous disposons sur les facteurs courants du travail des enfants dans l'agriculture: les informations relatives à la scolarité, au travail au sein de la famille et aux activités économiques indépendantes. En outre, le document s'appuie sur les connaissances du travail approprié (acquises avant la pandémie) en fonction du sexe et de l'âge. Cela a permis de faire des déductions sur le fait que les enfants seraient plus susceptibles de travailler en raison de la pandémie, et des politiques et programmes gouvernementaux.

L'accent mis sur les conséquences socio-économiques de la pandémie concerne trois pays d'Afrique (l'Éthiopie, le Ghana et le Malawi), trois pays d'Amérique latine (l'État plurinational de Bolivie, le Panama et le Pérou) et deux pays d'Asie (l'Inde et le Viet Nam), choisis pour faire l'objet d'un examen détaillé de l'impact potentiel de la covid-19 sur le travail des enfants.

Critères de sélection des pays

Ces pays ont été sélectionnés en fonction des cinq critères suivants:

1. **L'incidence de la covid-19 nécessitant la mise en place de mesures d'atténuation** – établie à partir du pourcentage de la population déclarée positive à la covid-19 avant le 14 décembre 2021
2. **La ruralité** – pourcentage des personnes vivant en zone rurale en 2020
3. **La prévalence du travail des enfants** – fondée sur des informations acquises avant la pandémie et rendues publiques par l'OIT
4. **La prévalence du nombre d'enfants non scolarisés** – basée sur des informations rendues publiques par l'UNESCO
5. **La durée de la fermeture des écoles**

>> [Voir l'annexe 1 pour consulter les informations disponibles sur ces critères dans chaque pays.](#)

Sur la base des données collectées et des exemples nationaux, le document tire des inférences sur la propension des enfants au travail ou effectuant des travaux potentiellement dangereux.

3. Examen des politiques et programmes mis en place en réponse aux conséquences socio-économiques de la pandémie

La plupart des mesures adoptées ont d'abord émané de pays à revenu élevé ou intermédiaire; le nombre de réponses provenant de pays à faible revenu étant encore faible en avril 2020 (FAO, 2020h). Cela peut être dû au fait que les pays à faible revenu ont tendance à avoir des systèmes de protection sociale moins développés, avec une couverture d'assurance sociale limitée, quelques programmes d'assistance sociale disparates en place, une faible capacité institutionnelle et des contraintes financières qui limitent la couverture universelle. Malgré ces limites, certains pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ont néanmoins commencé à prendre des mesures appropriées dès le début de la pandémie.

Outre les pays de référence utilisés pour recueillir des données sur les impacts socio-économiques de la pandémie, l'examen global a cherché à inclure des informations sur d'autres exemples de pays afin de mieux saisir la diversité des réponses politiques aux conséquences de la pandémie dans le monde. Cette démarche a été entreprise par le biais de l'examen d'articles et de documents d'orientation récents.

En adoptant une portée plus large, les parties du document consacrées aux politiques et programmes mis en place visent à mieux illustrer la diversité des contextes et des mesures prises pour atténuer les conséquences socio-économiques de la pandémie de covid-19 et autres mesures d'atténuation connexes.





Partie III

Conséquences de la covid-19 sur les facteurs contribuant au travail des enfants dans l'agriculture et politiques et réponses programmatiques

À mesure de la propagation de la pandémie, les opportunités habituelles d'emploi ont diminué, et les pertes et le gaspillage alimentaires ont augmenté, facteurs qui ont eu un impact sur les revenus, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des ménages. Les mesures adoptées pour endiguer la propagation de la pandémie de covid-19, en particulier les restrictions du transport et des déplacements, celles imposant une distanciation physique et limitant les réunions publiques, et le confinement, ont, dans une certaine mesure, contribué à ces chocs socio-économiques, qui ont surtout touché les systèmes agroalimentaires.

Ce chapitre va se concentrer sur trois types de conséquences socio-économiques de la pandémie qui affectent les facteurs contribuant au travail des enfants, à savoir: le manque d'accès au travail décent pour les jeunes et les adultes, et les inégalités de genre en découlant; une vulnérabilité économique accrue; et l'impossibilité d'avoir accès à une éducation de qualité. Des exemples de politiques et de réponses programmatiques pouvant s'attaquer à ces facteurs sont présentés pour chacune de ces conséquences. Ils soulignent le rôle de la protection sociale en tant que réponse centrale des gouvernements pour atténuer les conséquences socio-économiques de la pandémie de covid-19.

1. Manque d'accès à un travail décent pour les jeunes et les adultes, et inégalités de genre

1.1 Conséquences socio-économiques

1.1.1 Accès restreint au travail et perte d'emplois



Le **manque d'accès à un travail décent** dans les zones rurales pour les adultes et les jeunes est reconnu comme **l'un des principaux facteurs contribuant au travail des enfants** dans l'agriculture. Faute de pouvoir accéder à un travail décent, les ménages, et même les enfants les plus âgés, peuvent questionner la pertinence de la poursuite de la scolarisation, en particulier du fait des coûts d'opportunité élevés de la scolarisation des adolescents. Les filles peuvent être plus touchées que les garçons dans certains contextes, au vu de la distribution fondée sur le genre des tâches domestiques, des normes sociales, des risques de mariage et de grossesse précoces, tandis que dans certaines zones, les garçons peuvent être responsables du bétail et d'autres activités agricoles. Jeunes et non qualifiés, ces adolescents tendent à occuper des emplois informels non régulés par les normes du travail, et peuvent être assignés à des travaux dangereux, qu'ils ne peuvent pas éviter du fait d'un faible pouvoir de négociation (FAO, 2020b).

La capacité des grandes entreprises agroalimentaires à se remettre des conséquences de la pandémie va compromettre l'accès des jeunes et des adultes à l'emploi salarié.

Il convient de remarquer que, **considérant la distribution fondée sur le genre des travailleurs dans les grandes entreprises agroalimentaires, et le fait que la plupart des emplois créés ciblent les jeunes femmes** (Bhalla et Wuilberg, 2020; Wossen et Ayele, 2018), il va de soi que celles-ci seront fortement touchées par une diminution ou un manque d'emplois.

Dans les pays examinés, **une proportion significative de la population rurale a connu une perte d'emploi et de revenu**, bien qu'à un niveau moindre que les populations urbaines (Aaron *et al.*; 2021, Kang *et al.*, 2021). Les ménages ruraux sont principalement des petits exploitants avec différents types de moyens d'existence divers; ainsi, l'impact des restrictions dues à la covid-19 aux niveaux des exploitations et des ménages est inextricablement lié. En **Éthiopie**, par exemple, plus de la moitié de la population a perdu une partie de son revenu durant les premières semaines de la pandémie; bien que la situation d'emploi de certains se soit améliorée, les pertes de revenu touchaient encore 26 pour cent des ménages en octobre 2020. Les **ménages dirigés par une femme** ont été plus touchés par cette perte de revenu que ceux dirigés par un homme (Banque mondiale, 2021e, cité dans FAO, 2021a).

L'accès à la main d'œuvre salariée durant la saison agricole a principalement été entravé par les restrictions des déplacements, les limitations du nombre de participants à des réunions, et la crainte de la contagion (Li et Manzano Chura, 2021). Cependant, l'impact sur la production n'est pas clair. Non seulement le recrutement de main d'œuvre varie fortement selon l'éventail de cultures et d'élevage, mais le niveau de commercialisation, la richesse des agriculteurs, et l'impact de la pénurie de main d'œuvre ont aussi différé selon les cultures. Au **Ghana**, les restrictions des déplacements dans le pays ont affecté la mobilité de la main d'œuvre agricole saisonnière au début de la pandémie, provoquant une hausse du coût de la main d'œuvre salariée et un retard de la plantation de racines et de tubercules dans les régions sud et centrale du pays, et rendant difficile l'accès aux services de labourage dans les zones céréalières. La disponibilité de main d'œuvre salariée a changé avec la levée des restrictions, comme l'illustre une étude menée au sud-ouest du Ghana, où 43,6 pour cent des agriculteurs avaient des travailleurs salariés en juin-juillet 2020, ce chiffre passant à 61,2 pour cent en février-mars 2021. Malgré les retards de plantation et la conjecture concernant leurs effets préjudiciables, la récolte de racines et de tubercules n'a pas été significativement réduite, et l'ensemble de la production est restée suffisante pour la consommation nationale (Agyei-Holmes, Ankrah et Boakye, 2021; de Groot *et al.*, 2020; Hodey et Dzanku, 2021). Il est possible de supposer que **le recours temporaire à la main d'œuvre familiale est susceptible d'avoir inclus le travail des enfants, en particulier du fait qu'ils ne fréquentaient pas l'école (voir section 3. Manque d'accès à une éducation de qualité).**

Les principaux employeurs comme les petites et grandes entreprises opérant dans les systèmes agroalimentaires ont été affectés par la pandémie de manières multiples combinant pertes et gains (Laborde *et al.*, 2020; Swinnen et Vos, 2021).

Les grandes entreprises agroalimentaires ont été les moins touchées dans le secteur agricole. On remarque ainsi que **les coûts accrus du transport ont été compensés par une demande plus forte et des prix élevés sur le marché international.** Certains acteurs de la chaîne de valeur ont pu traverser les effets de la pandémie de covid-19 sans perturbation significative en prenant des mesures de sûreté biologique, comme la fourniture aux travailleurs d'équipement de protection, des moyens de transport et des conditions de travail plus sûrs qui ont réduit le risque de contagion (Van Hoyweghen *et al.*, 2021). Les chaînes de valeur orientées vers l'exportation ont notamment récupéré rapidement en 2021 après le choc initial (Brouziyne, 2021; EFE, 2021; FAO, 2020a; Hirvonen *et al.*, 2021).

La capacité des grandes entreprises agroalimentaires à rebondir et à offrir une sécurité de l'emploi aux jeunes, et aux jeunes femmes en particulier, est remarquable. Néanmoins, si elles peuvent contribuer à l'autonomisation des jeunes en leur permettant de s'éloigner du travail familial grâce au travail salarié, les entreprises agroalimentaires peuvent aussi induire des conditions de travail relevant de l'exploitation, en particulier pour les filles (par exemple ségrégation dans des emplois moins payés et de moindre qualité, risque de violence sexiste).

Le travail salarié influence les facteurs contribuant au travail des enfants de différentes manières. Le revenu peut contribuer au bien-être du ménage et à sa capacité à absorber les chocs et à améliorer sa résilience. Il peut ainsi contribuer à réduire le risque de travail des enfants. Par ailleurs, le travail salarié peut aussi impliquer que l'adulte employé n'aura plus de temps à consacrer au travail de la terre de sa famille, crucial à la garantie de sa sécurité alimentaire. Dans ce cas, les enfants peuvent être incités à travailler pour remplacer l'adulte occupant un emploi salarié.

Si l'on garde à l'esprit que les estimations mondiales suggèrent qu'environ quatre enfants sur dix en âge légal de travailler, soit des enfants âgés de 15 à 17 ans, sont salariés (38,9 pour cent des filles et 43,9 pour cent des garçons), il est probable que ce groupe d'âge ait souffert davantage des impacts résultant des restrictions liées à la covid-19 (fermetures d'école, confinements et restrictions des déplacements) car son éventail d'activités économiques est plus réduit. **Cette soudaine perte d'emploi pourrait avoir poussé ce groupe d'âge à accepter du travail dangereux;** en d'autres termes, des situations de travail des enfants, face à l'absence d'alternatives de travail décent.



Une différence peut être établie entre les ménages s'appuyant plus sur le travail salarié et ceux dépendant de l'agriculture de subsistance, ces derniers ayant été touchés plus tard ou moins sévèrement par les mesures liées à la covid-19. En fait, les petits exploitants qui étaient plus intégrés dans l'agriculture commerciale et dépendants des marchés pour les intrants, la main d'œuvre et la nourriture, se sont retrouvés dans des situations plus vulnérables du fait des restrictions imposées pour gérer la pandémie, par rapport aux agriculteurs avec une activité de subsistance (Agyei-Holmes, Ankrah et Boakye, 2021). La dépendance au marché peut entraîner une vulnérabilité accrue si les pénuries, les retards et la perturbation se prolongent ou font monter les prix, poussant les agriculteurs à prendre un emprunt pour soutenir la productivité. En outre, la dépendance au marché peut aussi donner lieu à une récupération plus rapide dans des conditions favorables. **Bien que ces options et ces décisions semblent sans importance pour le travail des enfants, elles contribuent à la richesse des foyers, et donc à la détermination de la participation de leurs membres au travail des enfants.**

Les preuves disponibles pour le **Ghana** et le **Malawi** ont montré qu'une récupération rapide et des effets à retardement ont, respectivement, amorti l'impact des pertes de revenu agricole, même si les agriculteurs percevaient des revenus moindres du fait de la réduction d'autres activités (Agyei-Holmes, Ankrah, et Boakye, 2021). Il est possible de déduire que les ménages et les individus plus dépendants de cultures commerciales périssables, d'activités indépendantes et du travail salarié ont été plus touchés par la pandémie de covid-19 et les réponses y afférentes.

Il convient de remarquer que **dans certains pays**, les pertes de revenu ont persisté malgré un assouplissement des mesures. Quatre-vingt-un pour cent des ménages ruraux dans **l'État plurinational de Bolivie** ont rapporté une perte de revenu en 2021, et les taux d'emploi ont continué à décroître malgré un certain assouplissement des restrictions (Escobar de Pabón et Hurtado, 2021). Les agriculteurs ont subi des réductions de revenu à cause des coûts de production accrus, de pertes après récolte et de bas prix. En **Inde**, les riziculteurs ont été payés 25 à 30 pour cent en-deçà du prix minimum de soutien établi par le gouvernement, et les producteurs de piment ont reçu 3000 à 4000 INR de moins que le prix normal par quintal (Subba Rao, 2021).

Dans **l'État plurinational de Bolivie**, l'irruption de la pandémie de covid-19 a accru les difficultés alors que 48 pour cent des municipalités rurales souffraient des **conséquences des chocs environnementaux** de la saison 2019-2020. Les communautés agricoles avaient été touchées par les inondations (19 pour cent), le gel (18 pour cent), la sécheresse (17 pour cent), la grêle (17 pour cent) et des maladies (13 pour cent) et prévoyaient une faible récolte, **avec pour conséquence une perte de revenu**. Ce manque de revenu a exacerbé les **difficultés des exploitants pour recourir à la main d'œuvre salariée** (Mendoza *et al.*, 2020). Des tendances similaires ont été observées au **Pérou** et au **Panama**, où l'embauche de main d'œuvre est devenue moins abordable, même lorsque les travailleurs saisonniers acceptaient des salaires plus bas. Certains agriculteurs ont alors préféré se tourner vers la main d'œuvre familiale (López-Ridaura *et al.*, 2021; Salazar *et al.*, 2020).

1.1.2 Le double fardeau: la charge de travail accrue des femmes



Les normes culturelles et sociales ont été identifiées comme un autre facteur clé contribuant au travail des enfants. Les normes et les pratiques sociales influencent et déterminent la distribution des rôles et des responsabilités entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, et affectent les perceptions des ménages et des communautés de ce qu'il est convenable de faire pour les filles et les garçons à différentes étapes de leurs vies, et de leur manière de se comporter. Ceci se traduit par une différenciation fondée sur le genre dans des domaines comme l'éducation formelle et la santé, où s'opère le plus souvent une discrimination envers les filles (Bourdillon et Carothers, 2019; OIT et UNICEF, 2020; Schmidt et Uyeda, 2020). **Ainsi, les aspects liés au genre et la distribution des tâches au sein des ménages** illustrent pourquoi, comment et dans quelles conditions les filles et les garçons en viennent à travailler.

En Éthiopie, les ménages dirigés par une femme ont été plus touchés par cette perte de revenu que ceux dirigés par un homme (Banque mondiale, 2021e, cité dans FAO, 2021a). **Dans l'État plurinational de Bolivie**, en comparaison avec les taux d'emploi des hommes, qui sont passés de 81,8 pour cent en 2019 à 78,8 pour cent en 2020 et 74,9 pour cent en 2021, les taux d'emploi des femmes ont chuté, passant de 60,7 pour cent, à 55,9 pour cent puis à 51,3 pour cent, **creusant ainsi le fossé entre les genres concernant la génération de revenu** (Escobar de Pabón et Hurtado, 2021).

Dans des pays comme **l'État plurinational de Bolivie et le Pérou**, certaines femmes ont travaillé plus dur pour compenser la perte de revenu des hommes, tandis que d'autres ont dû renoncer à leur travail rémunéré pour faire face à la charge accrue du soutien à la scolarisation à domicile de leurs enfants, des soins aux malades, et de l'alimentation de ménages élargis avec le retour dans les zones rurales de membres de la famille en provenance des villes (Machicado, 2020; Näslund-Hadley *et al.*, 2020). **Dans l'État plurinational de Bolivie**, 13 pour cent des ménages sont dirigés par un parent célibataire, et parmi eux 82 pour cent sont dirigés par une femme (INE, 2021). Il est prévu **dans l'État plurinational de Bolivie** que les ménages dirigés par une femmes soient les plus touchés par la pandémie, car ils connaissent des réductions significatives de l'emploi et les augmentations les plus fortes des charges domestiques (Escalante Ochoa et Maisonnave, 2021). **Les filles sont très susceptibles de prendre en charge le travail de soins supplémentaire, en fonction des configurations, du genre, de l'âge, de l'ordre des fratries, et de la composition générationnelle des ménages** (par exemple la présence d'autres adultes, en particulier de femmes) (Zapata *et al.*, 2011). Les données d'enquête antérieures à la pandémie indiquaient que presque la moitié des enfants âgés de 5 à 17 ans, en particulier les filles, prenaient en charge leurs fratries ou des membres de la famille âgés ou malades au sein du ménage (INE, 2017).

D'après l'information disponible pour les pays que nous étudions, il semble que les ménages dirigés par une femme et ceux dépendant des revenus des femmes récupèrent plus lentement que les ménages s'appuyant surtout sur les salaires des hommes. Les conséquences sur le

travail des enfants diffèrent fortement selon le genre, donnant lieu à une reproduction des patrons de discrimination fondée sur le genre dans l'agriculture. Il est donc essentiel de s'intéresser aux manières dont **la pandémie de covid-19 a touché l'autonomisation économique des femmes et accru la charge pesant sur les femmes dans l'agriculture et les zones rurales, qui pourraient approfondir la discrimination fondée sur le genre.**

1.2 Politiques et réponses programmatiques

Les réponses apportées au manque d'opportunités de travail décent comprennent des interventions sur le marché du travail et des mesures d'assurance sociale. Les interventions sur le marché du travail sont des composantes clés des politiques et des réponses programmatiques à la covid-19, et peuvent avoir un impact significatif sur les facteurs contribuant au travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires. En effet, elles peuvent avoir un impact positif sur la sécurité de revenu et les moyens d'existence des agriculteurs, réduisant ainsi le recours au travail des enfants et appuyant leur scolarisation. Des mesures portant sur le marché du travail ont été adoptées par un large éventail de pays de différentes régions durant la pandémie pour faciliter l'emploi et promouvoir les moyens d'existence dans les systèmes agroalimentaires, garantissant des normes de base au travail et élargissant les droits des travailleurs, comme les programmes d'assurance sociale et de renforcement des capacités. **Ces composantes ont le potentiel d'atténuer l'exacerbation des causes profondes du travail des enfants dans l'agriculture dans la foulée de l'épidémie de covid-19.**

Les interventions sur le marché du travail facilitent l'emploi réglementé et organisé, et promeuvent les moyens d'existence, garantissant des normes de base au travail et élargissant les droits des travailleurs, comme les programmes d'assurance chômage et de renforcement des capacités (FAO, 2017).



1.2.1 Facilitation de l'emploi à travers des accords contractuels adaptés

On trouve un premier exemple en **Australie**, où le gouvernement a effectué des changements temporaires des accords de visa pour aider les agriculteurs, y compris les jeunes, à accéder à la main d'œuvre nécessaire pour garantir la sécurité alimentaire du pays pendant la covid-19. Ces changements ont permis aux personnes couvertes par le Programme de travail du Pacifique (*Pacific Labour Scheme*) et le **Programme des travailleurs saisonniers** (*Seasonal Worker Programme*) de continuer à travailler dans l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire jusqu'à la fin de la crise (FAO, 2020g). Des mesures similaires d'extension des visas de travail des migrants temporaires et saisonniers ont été appliquées dans d'autres pays (soit **l'Australie, l'Italie, la Nouvelle-Zélande**) (FAO, 2020f).

Le **Programme de filet de sécurité productif** (*Productive Safety Net Programme*) en **Éthiopie** a simplifié les procédures administratives pour postuler et a exempté les participants au programme des exigences pour fournir du travail, parallèlement à une mise à l'échelle à la fois horizontale et verticale (Bundervoet et Finn, 2020). Par ailleurs, le **Ministère du travail et de la protection sociale** du **Kenya** a indiqué que les travailleurs migrants en situation régulière qui perdaient leur emploi du fait de la covid-19 ne devaient pas être considérés comme migrants en situation irrégulière et que leur résidence ou leur permis de travail restaient valides pour la période stipulée initialement (OIT, 2020).

En **Chine**, le gouvernement a émis un avis pour garantir qu'il ne soit pas mis un terme aux contrats des travailleurs migrants en cas de maladie ou de mesures de confinement, tandis que **l'Allemagne** a annoncé qu'elle assouplirait les restrictions à l'entrée des travailleurs agricoles saisonniers (FAO, 2020f). En **Allemagne** et en **France**, bien que les mécanismes de réponse à l'offre et à la demande de travail dans l'agriculture n'aient pas ciblé explicitement les migrants, avec un appui adapté (par exemple, la fourniture d'information dans les langues pertinentes, l'accessibilité dans les zones rurales, l'appui aux migrants avec un accès limité à l'Internet), les migrants vivant dans ces pays ont aussi pu bénéficier de ces plateformes (FAO, 2020f).

1.2.2 Services susceptibles d'améliorer les manières de gérer le risque: travaux publics, facilitation de l'embauche et accès à l'appui à la liquidité pour l'entrepreneuriat rural

Au **Malawi**, afin d'encourager la participation des femmes et des jeunes dans les activités économiques, le gouvernement a augmenté l'attribution d'emprunt du **Fonds pour le développement des entreprises du Malawi** (*Malawi Enterprise Development Fund*) pour atteindre 15 milliards de MWK (14.6 millions de dollars). Sur cette somme, 2 milliards de MWK (1.9 million de dollars) seront consacrés aux femmes et aux jeunes directement touchés par la pandémie de covid-19. Ce fonds vise l'autonomie économique et l'amélioration des vies des Malawiens en leur fournissant des services de microfinance de haute qualité et durables, réduisant ainsi les niveaux de chômage grâce à la stimulation de l'entrepreneuriat (FAO, 2022).

Au **Pérou**, pour réactiver l'économie rurale, 42 millions de dollars ont été investis pour réaliser la maintenance extraordinaire des infrastructures d'irrigation dans tout le pays, ciblant la création de 30 mille emplois temporaires (FADPA, 2022).

Certains pays ont répondu par la mise à l'échelle de programmes existants. Au **Mexique**, le gouvernement a annoncé l'extension de plusieurs projets d'infrastructure publique visant la création d'emplois dans les zones rurales et semi-rurales (Hogewoning, 2020). La mise à l'échelle de travaux de conservation de l'eau et autres œuvres environnementales au **Pakistan**, où le **programme Stimulus vert (Green Stimulus)** s'attaque aux impacts de la covid-19 en employant des jeunes, des femmes et des migrants de retour depuis les villes au chômage pour planter des arbres, raviver des zones protégées et améliorer l'assainissement, constitue un autre exemple de combinaison de la durabilité environnementale et sociale (Amin Aslam Khan, 2020).

Encadré n° 3: Programme national de garantie de l'emploi rural en Inde

Le Programme national de garantie de l'emploi rural en Inde (*Nationwide Rural Employment Guarantee Scheme*, [NREGA]) est un programme d'emploi public qui combine la création, la mise à l'échelle et la facilitation de programmes sur le marché du travail^a. Depuis 2005, le NREGA offre 100 jours d'emploi salarié garanti par an, sur demande, à tout ménage rural qui postule au programme. Le travail doit être fourni dans les 15 jours suivant l'inscription, sans quoi une allocation est versée si aucun emploi n'est disponible. Le caractère légal du NREGA, programme codifié dans la loi nationale, qui impose à l'État l'obligation exécutoire de fournir un emploi rémunéré au salaire minimum légal à toute personne le souhaitant, **différencie le programme de la plupart des autres interventions de protection sociale dans le monde.**

Même avant la pandémie de covid-19, le programme fournissait un emploi temporaire à environ 138 millions d'agriculteurs, dont 78 pour cent dépendent de cultures non irriguées et n'ont pas de revenu assuré pendant la saison de soudure. On retrouve parmi les bénéficiaires du NREGA les travailleurs sans terre ainsi que les membres des castes tribales et répertoriées de l'Inde. Les femmes comptent pour la majeure partie du travail fourni par le programme (55 pour cent des jours-personnes engendrés).

Au moment où le confinement national a débuté, le programme a connu une chute initiale des candidatures due aux préoccupations concernant la sécurité personnelle^b. Le NREGA a immédiatement répondu en distribuant des masques et en imposant une distanciation physique sur les sites de ses projets, augmentant de 10 pour cent le salaire journalier moyen et sélectionnant un éventail de travaux d'infrastructure individuels, comme la construction d'étangs fermiers, le creusement de puits, et même l'horticulture, qui pouvaient éviter aux participants le travail loin de chez eux. Le NREGA a aussi simplifié le processus d'inscription pour les nouveaux candidats, qui pouvaient désormais postuler sur la base d'une attestation sur l'honneur, de manière à s'adapter à la demande croissante, en particulier des migrants de retour dans les zones rurales, estimés à 80 millions. Le programme a aussi fortement mis l'accent sur la garantie du paiement opportun des salaires et libéré l'ensemble des arriérés de paiement en attente d'inspection et d'approbation^c.



Après la chute initiale en avril, la demande de travail salarié est montée en flèche en mai, augmentant de 43 pour cent par rapport au moins précédent (passant de 12 millions à 27 millions de jours-personnes) et de 27 pour cent par rapport à la même période en 2019. En outre, la demande a été supérieure dans les états où vivent des migrants, comme **l'Uttar Pradesh et le Bihar**. En avril 2020, le NREGA a dépensé 1,2 milliard d'euros pour générer 1,76 millions de jours-personnes de travail, ce qui a représenté une injection massive de capital pour stabiliser l'économie rurale de l'Inde. Du fait de la covid-19, le NREGA a reçu une allocation supplémentaire de 8,4 milliards d'EUR, pour un budget total de 12 milliards d'euros par an, dans le but de générer 360 millions de jours-personnes de travail. Certains états comme **l'Uttar Pradesh** ont complété les rémunérations salariales en fournissant des rations alimentaires gratuites aux travailleurs répertoriés dans le programme d'emploi. Outre permettre aux participants au programme de travailler sur des avoirs individuels nécessitant uniquement quatre à cinq travailleurs et favorisant la distanciation physique, le NREGA met fortement l'accent sur la création d'infrastructure pour des moyens d'existence durables comme des canaux d'irrigation, des travaux de conservation de l'eau et le rajeunissement de cours d'eau pour contribuer à l'atténuation de la sécheresse imminente dans certaines régions de l'Inde.

Sources:

- ^a FAO. 2021c. *Public employment programmes in the time of COVID-19*. Rome, FAO.
www.fao.org/policy-support/tools-and-publications/resources-details/fr/c/1453073
- ^b Agarwal K. 2020. COVID-19 Lockdown: In April, MGNREGA work crashed to lowest in 7 years [en ligne]. Publié par: The Wire. New Delhi. Consulté le 9 septembre 2021.
www.thewire.in/labour/covid-19-lockdownmgnrega
- ^c Ahal, R. 2020. How India is adapting Mahatma Gandhi NREGA programme with the Covid-19 crisis? [vidéo] Disponible sur: Youtube. San Bruno, États-Unis. Consultée le 9 septembre 2021.
www.youtube.com/watch?v=zK74k5TwOvI&feature=youtu.be

1.2.3 Garantie de normes au travail et élargissement des droits des travailleurs

Les programmes de renforcement des capacités constituent une autre composante essentielle des programmes nationaux d'étendue des droits des travailleurs. **Ces mesures d'employabilité sont essentielles pour la prévention du travail des enfants dans l'agriculture**, car elles rendent les jeunes et les adultes ruraux en âge de travailler plus résilients face aux chocs socio-économiques qui pourraient les pousser à impliquer les enfants dans un travail non adapté à leur âge et dangereux.

Dans le cadre du Programme CARES Obaatanta (Programme d'atténuation du coronavirus et de revitalisation des entreprises, CARES pour son sigle en anglais), le Gouvernement du **Ghana** a annoncé l'établissement d'un **plan national d'assurance chômage pour les travailleurs**, fournissant un revenu temporaire de soutien aux travailleurs licenciés. En outre, dans sa phase 1, le Programme CARES Obaatanta, dans le cadre du **programme d'atténuation du coronavirus**, a annoncé un fonds d'amorçage pour un programme de

reconversion afin d'aider les travailleurs licenciés à mettre à niveau ou acquérir de nouvelles compétences et améliorer leurs chances de trouver un nouvel emploi (FAO, 2022).

Concernant les conditions de travail, **l'Espagne** a publié des directives sur la santé et la sécurité au travail, adaptées au lieu de travail dans le contexte de la covid-19, pour l'agriculture, les pêches et l'industrie alimentaire (InfoMigrants, 2020). D'autres pays, comme la **France** et le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**, ont émis des directives spécifiques sur la santé et la sécurité au travail des travailleurs saisonniers dans l'agriculture dans le contexte de la pandémie (EU-OSHA, 2020).

1.2.4 Mesures d'assurance sociale

Assurance sociale: programmes d'assurance contributive pour atténuer les effets des chocs et protéger les non-assurés contre des circonstances personnelles défavorables, les dangers de leur cycle de vie et les risques de leurs moyens d'existence. Ces programmes comprennent des pensions, des assurances contre les accidents, assurance-maladie et assurance-vie (FAO, 2017).

Les plans d'assurance sociale peuvent aider à amortir différents types de chocs et **limiter l'impact sur la vulnérabilité des ménages et leur dépendance au travail des enfants pour garantir la réalisation de leurs besoins de base**. L'assurance sociale est cruciale pour fournir progressivement des niveaux plus élevés de protection dans le cycle de vie des populations.

Une capacité financière limitée, combinée à des revenus instables et à l'informalité, entrave l'accès à ces bénéfices de la protection sociale, qui sont plus communs dans les secteurs économiques formels (FAO et OIT, 2021). L'assurance sociale est généralement contributive et rarement accessible aux employeurs et aux travailleurs dans l'agriculture, y compris les travailleurs indépendants, les petits agriculteurs, les micro-entrepreneurs dans les zones rurales, et les travailleurs migrants, qui perçoivent souvent des revenus saisonniers.

On trouve des exemples nationaux intéressants en Amérique latine et dans les Caraïbes, où le **Costa Rica** a octroyé aux travailleurs formels des indemnités de licenciement, **Trinité-et-Tobago** a étendu les réglementations concernant les congés payés et les congés maladie, le **Guatemala** a fourni des subventions salariales aux travailleurs formels du secteur privé dont les contrats ont été suspendus, et **l'Argentine** a introduit des subventions aux entreprises de plus de 100 employés (Gentilini *et al.*, 2022).

En réponse à la pandémie de la covid-19, la **République de Moldavie** a établi l'allocation chômage minimum à 2775 MDL par mois (157 dollars), bénéficiant principalement aux travailleurs migrants de retour (Gentilini *et al.*, 2020). En outre, les travailleurs migrants de retour ont été inclus dans les listes de bénéficiaires pouvant solliciter des subventions anticipées pour des projets d'amorce auprès du **Fonds national pour le développement de l'agriculture et l'environnement rural**.

2. Vulnérabilité économique accrue

Les enfants sont poussés vers le travail des enfants par les incertitudes, les risques et les chocs qui affectent négativement les revenus et les moyens d'existence des ménages. Cette situation peut entraîner la désertion scolaire des enfants et leur mise au travail pour contribuer au revenu familial. La pauvreté et la vulnérabilité économique des ménages sont les principaux déterminants du travail des enfants.

Suivant les mesures de prévention et d'atténuation de la propagation de la covid-19, de nombreux ménages ruraux ont souffert de pertes sévères de revenu du fait des restrictions pesant sur diverses activités de moyens d'existence (Abouzzohour, 2020; Matita et Chimombo, 2021) et de la perte des transferts de fonds des migrants, devant en outre s'adapter au retour de ces derniers (CARE et ONU Femmes, 2020).

2.1 Conséquences socio-économiques

2.1.1 Accès restreint aux intrants et coûts de production accrus



La faible productivité agricole et la vulnérabilité économique, combinées, constituent des facteurs contribuant au travail des enfants, en particulier dans les systèmes agroalimentaires dominés par des petits exploitants et entreprises opérant dans l'économie informelle.

Les familles rurales ont moins accès aux marchés financier et de l'assurance, limitant leur potentiel d'augmentation ou de maintenance de la productivité, et influençant donc leur dépendance au travail des enfants. Les mesures de confinement affectant la productivité agricole, comme l'accès restreint aux intrants et à la main d'œuvre, ainsi que la perturbation de la surveillance des organismes nuisibles, peuvent potentiellement accroître l'intensité ou l'occurrence des tâches souvent attribuées aux enfants, pouvant donner lieu au travail des enfants et à un absentéisme accru à l'école, de manière saisonnière ou plus générale (Vos et Takeshima, 2021).

Les **restrictions des déplacements** ont créé des difficultés logistiques pour les commerçants, menant à des **retards et des perturbations dans la fourniture d'intrants aux agriculteurs**, comme les semences améliorées ou certifiées, les engrais et les pesticides, ainsi que pour le foin et les intrants vétérinaires, avec de potentielles conséquences négatives sur la productivité des cultures et de l'élevage (Kalle *et al.*, 2021 cité dans FAO, 2021a; Hodey et Dzanku, 2021; Mendoza *et al.*, 2020; Nandi *et al.*, 2021; Quevedo Quispe, 2021; Salazar *et al.*, 2020). En **Éthiopie**, la distribution d'intrants a révélé des différences régionales significatives. Les bureaux agricoles décentralisés ont reçu 27 à 80 pour cent des semences et 33 à 90 pour cent des engrais nécessaires aux agriculteurs dans leur état régional (FAO, 2021a). Par conséquent, l'impact des mesures préventives au niveau productif a été extrêmement localisé.

La production intensive de cultures périssables, les animaux sur pied et les produits laitiers ont connu une perturbation de la chaîne de valeur causée par les restrictions du transport et la fermeture des marchés et des industries de transformation. En **Éthiopie**, la production de viande et de produits laitiers a été drastiquement touchée par les effets cumulés de la pandémie. Outre la **disponibilité réduite d'aliments pour animaux et de médicaments vétérinaires** causée par les restrictions du transport et des déplacements, la fermeture temporaire des usines d'aliments pour le bétail a entraîné une **explosion des prix** de 220 pour cent pour les aliments, et de 15 à 20 pour cent pour les médicaments vétérinaires. **La réduction de la demande des consommateurs a nui à la viabilité des exploitations laitières**, avec une chute des prix de 21 pour cent pour le lait et de 16 pour cent pour le beurre. Par ailleurs, les producteurs de bétail n'ont pas pu vendre leurs animaux face à l'absence de demande des restaurants et la chute temporaire des exportations de bétail vers le Moyen-Orient (ILO, 2021b). **Dans l'État plurinational de Bolivie**, l'industrie de la volaille a fortement souffert, en particulier les petits producteurs. Le confinement a entraîné une chute de la demande de poulets de chair d'environ 40 pour cent et causé une baisse significative de revenu aux petits et moyens éleveurs de volaille. Beaucoup ont été obligés de cesser leur activité, licencier des travailleurs et liquider leurs produits à bas prix (Kollnig, 2020; Quevedo Quispe, 2021), amenuisant ainsi leur capacité de récupération après les conséquences de la pandémie. Les cultures à valeur élevée sont clairement plus susceptibles de pénuries, retards et perturbation et comportent plus de risque que les cultures moins intensives en capital.



Les pénuries, les retards et les perturbations touchent la production alimentaire et les revenus des agriculteurs, des pêcheurs et des éleveurs, à un degré plus ou moins élevé, selon leur capacité d'accès et d'acquisition d'intrants, si et lorsqu'ils sont disponibles, et leur résilience face aux interruptions de la production. De plus, ces impacts économiques et les pénuries connexes peuvent aussi avoir des effets temporaires au niveau des exploitations, par exemple **une hausse de la proportion d'enfants réalisant un travail dangereux et un besoin de main d'œuvre dû à l'absence de contrôle des plantes adventices et des organismes nuisibles.**

Parmi les conséquences sur la productivité des restrictions liées à la covid-19, on remarque particulièrement **la perturbation de la surveillance des organismes nuisibles.** La perturbation du contrôle et de l'assistance technique face au criquet pèlerin, avec un impact négatif sur la population rurale, en est un **exemple frappant.** Près d'un tiers des ménages ruraux ont eu des criquets dans leur exploitation dans certaines régions de **l'Éthiopie** pendant la première invasion (janvier à mai 2020), et 44 pour cent ont rapporté des dommages aux cultures, 38 pour cent concernant les pâturages et 23 pour cent pour les arbres. Durant la seconde invasion (de fin septembre à octobre-novembre 2020), les criquets ont attaqué moins d'exploitations (20 pour cent) mais ont été plus destructeurs, avec 59 pour cent des ménages rapportant des dommages aux cultures, 63 pour cent concernant les pâturages et 52 pour cent pour les arbres. Le contrôle chimique des organismes nuisibles était limité: seuls 8 pour cent des ménages ont rapporté une pulvérisation aérienne, une mesure initiée par le Ministère de l'Agriculture, et 10 pour cent ont traité leurs exploitations avec des pulvérisateurs à dos, tandis que 83 pour cent ont eu recours au bruit ou à la fumée pour éviter l'établissement des criquets (Ilukor et Gourlay, 2021). **L'appui réduit aux agriculteurs compensé par une implication plus importante des membres de la famille – y compris les enfants – dans la gestion des organismes nuisibles a potentiellement pu provoquer des situations de travail des enfants.**

La résilience construite par les agriculteurs pour affronter les chocs est essentielle dans ce contexte. En effet, les coûts de production en hausse tendent à pousser les producteurs vivant en situation d'extrême pauvreté vers l'endettement afin d'obtenir les intrants nécessaires. Dans l'état de **l'Andhra Pradesh en Inde**, 51 pour cent des agriculteurs vivant sous le seuil de pauvreté ont eu recours à l'emprunt pour couvrir les hausses de prix des intrants agricoles, y compris les semences, les engrais et la main d'œuvre salariée, et 30 pour cent ont souscrit des emprunts pour appuyer la consommation du ménage (Nandi *et al.*, 2021). Le besoin d'emprunt a aussi été évident **dans l'État plurinational de Bolivie**, où **les agricultrices issues des groupes à faible revenu ont rencontré des difficultés pour accéder aux intrants et au crédit.** Ceci a été encore exacerbé par la pauvreté en temps. Elles ne pouvaient pas faire la queue ou aller chercher des intrants du fait du temps supplémentaire qu'elles devaient consacrer au travail domestique, étant donné l'accent mis sur les méthodes de prévention hygiénique, les soins aux malades et la charge des enfants avec la fermeture des écoles (Berthelin, 2021; Machicado, 2020).

Le recours à l'emprunt augmente le risque des ménages en situation de pauvreté d'entrer dans un cycle d'endettement. Il creuse les inégalités entre ceux qui parviennent à tirer profit d'un mode de production plus dépendant du capital, et ceux qui tombent dans un piège d'endettement car ils n'ont pas la capacité d'y accéder.

2.1.2 Accès restreint aux marchés et perte de revenus connexes

La réduction des échanges et les marchés changeants, aux niveaux local ou transfrontalier, affectent les différentes chaînes de valeur qui sont essentielles aux petits exploitants ruraux pour la vente de leurs produits et l'achat d'intrants. Avec la perturbation de ces chaînes, les petits agriculteurs sont susceptibles de connaître une perte de leurs revenus connexes.

Les chaînes de valeur agroalimentaires locales ont été durement touchées par les effets de la covid-19. Les **petites entreprises** fournissant les marchés nationaux ont été affectées par les restrictions des déplacements et la **fermeture des magasins et des marchés**. En comparaison avec les plus grands acteurs, elles avaient **une capacité et des moyens financiers moindres pour accéder aux équipements de transport et de stockage, couvrir les coûts en hausse, et innover pour atteindre des clients potentiels** (Dixon *et al.*, 2021; Van Hoyweghen *et al.*, 2021).

Les exportations régionales ont aussi été freinées par les fermetures continues des frontières terrestres. Par exemple, la frontière entre **l'État plurinational de Bolivie** et le **Chili** n'a rouvert qu'en janvier 2022 pour permettre les exportations (y compris de produits alimentaires) depuis **l'État plurinational de Bolivie**. Avec les protocoles de test de la covid-19 (y compris la quarantaine suivant un test positif), les exportations ont été frappées par des retards majeurs, donnant lieu à une perte de revenu journalière estimée à 10 millions de dollars (El Pais, 2022). De même, en **Afrique de l'Ouest**, les frontières entre les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont été fermées de mars 2020 à janvier 2022 (CEDEAO, 2022). Tandis que les grands exploitants ont pu faire traverser les frontières à leurs marchandises en **Afrique de l'Ouest**, le prospère commerce transfrontalier des vendeurs informels, **dont la majorité sont des femmes**, a été perturbé (Darkwah, Thorsen et Wayack Pambè, 2022).

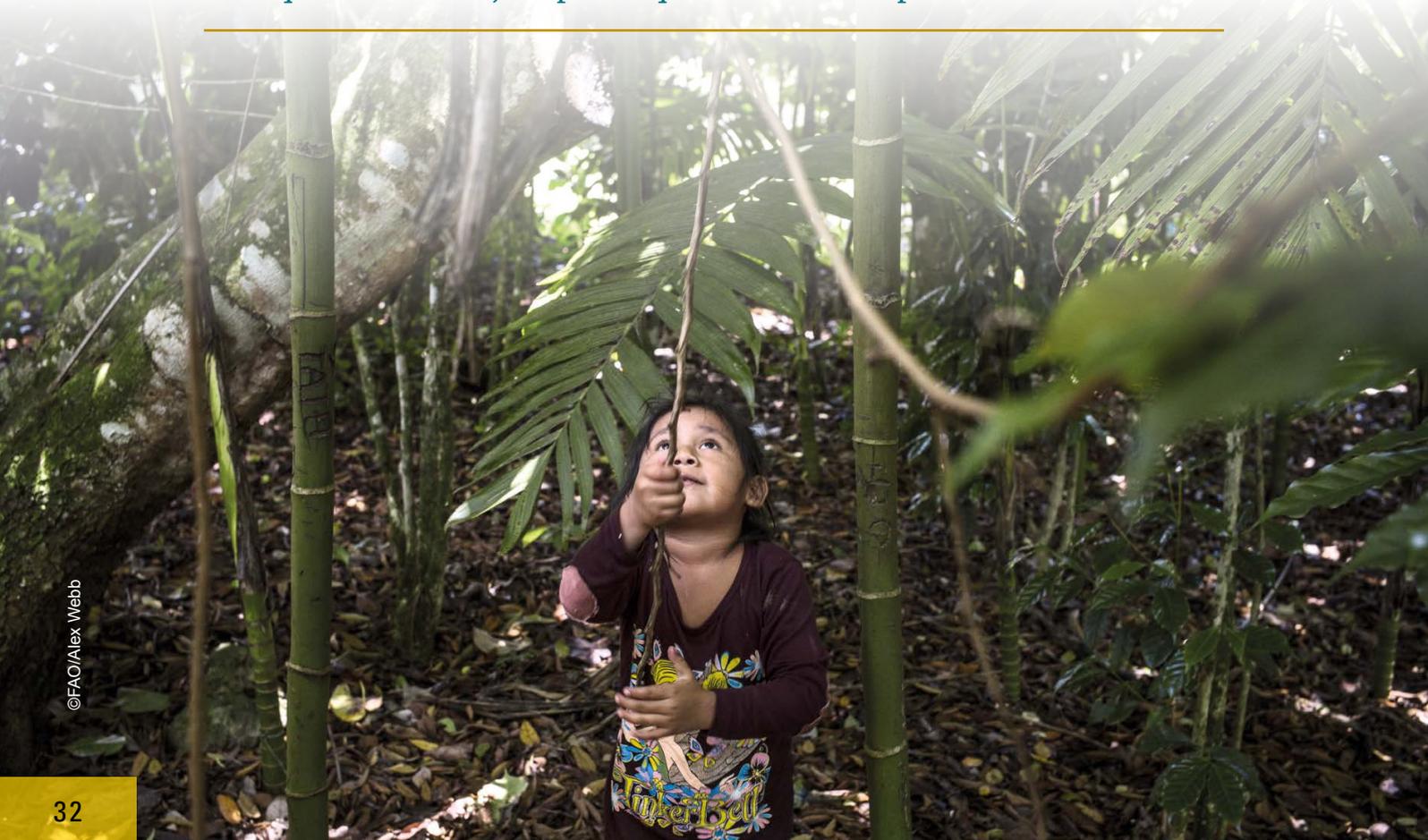
Le levier de la formalisation de l'économie pour dépasser ces barrières implique pour de nombreuses commerçantes une réorganisation des mouvements de leurs produits à l'aide d'intermédiaires et/ou de plans de collaboration entre commerçant(e)s, susceptibles d'augmenter les coûts du transport des marchandises. Si cette réorganisation peut représenter une opportunité pour les femmes d'étendre leur réseau et leur accès au marché, à court terme **elles sont plus susceptibles de connaître une perte de revenu, ou de répercuter les coûts supplémentaires sur leurs clients ou leurs travailleurs. Les femmes rurales**, par exemple les femmes au **Ghana**, qui étaient passées d'activités agricoles à des activités commerciales sur les marchés locaux, sont susceptibles d'être touchées par les variations des prix et la disponibilité des biens; cette situation affectant à son tour le revenu des ménages.

2.1.3 Pertes de transferts de fonds nationaux et internationaux

On estime qu'un déclin des flux de transferts de fonds, résultant des problèmes économiques, des restrictions des déplacements et des défis liés à l'envoi de transferts, devrait fortement toucher les moyens d'existence des ménages comportant des membres ayant émigré qui comptent sur ces flux pour l'alimentation et d'autres dépenses de base, comme la santé et l'éducation.

La perte de transferts de fonds nationaux et internationaux a été significative dans plusieurs pays. En 2020, les transferts de fonds ont diminué de 17,6 pour cent par rapport à 2019 **dans l'État plurinational de Bolivie** (Kpodar *et al.*, 2021). Le fait que les transferts monétaires du gouvernement n'aient représenté en 2019 que la moitié du montant reçu collectivement en transferts de fonds par les ménages cette même année (Escobar de Pabón et Hurtado, 2021) est un indicateur de l'effet négatif qu'une telle chute et/ou perturbation des transferts de fonds peut avoir eu sur les familles rurales dont les autres sources de revenu étaient déjà substantiellement réduites (CARE et ONU Femmes, 2020). La population âgée au **Ghana**, où les jeunes membres de la famille sont partis chercher du travail dans les zones urbaines bien avant la pandémie, a souffert une perte d'appui financier sous la forme d'apports alimentaires ou de transferts monétaires numériques (Asante *et al.*, 2021).

De nombreux migrants ont été forcés au retour sur leur lieu d'origine au début de la pandémie, par peur de la contagion, par manque de revenu, ou parce qu'ils ont été expulsés.



Quarante millions de migrants internes ont été rapportés en **Inde**, dont la plupart n'avait pas d'autre choix que de rentrer chez eux, déclenchant le plus grand déplacement de population dans le pays depuis sa partition en 1947. Au **Bihar** seulement, le gouvernement a estimé que près de 320 000 migrants étaient rentrés en juin 2020 (Dutta, Ghosh et Husain, 2021). Au **Pérou**, la pandémie a déclenché un exode de travailleurs migrants. Beaucoup des travailleurs informels qui avaient migré vers les villes depuis les zones rurales au fil des ans ont essayé de retourner dans leurs villages d'origine, où ils pouvaient au moins s'alimenter grâce à l'agriculture de subsistance (Schwalb et Seas, 2021).

Pour les ménages s'appuyant sur la main d'œuvre agricole salariée, **les migrants de retour ont contribué à compenser les pénuries de main d'œuvre causées par les restrictions des déplacements**, tandis que d'autres ménages ont subi **la pression d'avoir plus de bouches à nourrir et à soigner** (Li et Manzano Chura, 2021).

Comparée à l'effet relativement équilibré du retour des migrants dans ces zones rurales décrit ci-dessus, la question a été tout autre en **Éthiopie**, où le **retour des migrants dû à la covid-19 est venu grossir un groupe considérable de personnes déplacées dans le pays** fuyant les conflits, les sécheresses et les inondations. Au départ, les ménages ruraux ont été soumis à une forte pression, mais les migrants de retour ont tout de même été assistés et ont parfois reçu de la terre ou des avoirs (comme du bétail) pour appuyer l'agriculture de subsistance et la génération de revenu. Environ 65 pour cent de la population rurale étant jeune et ayant un accès limité à la terre et aux autres moyens de production agricoles, **une force de travail supplémentaire peut ne pas être nécessaire dans l'agriculture et plutôt engendrer une concurrence pour les emplois et une hausse des taux de chômage** (FAO, 2021a). Près d'un tiers des ménages qui ont connu une perte de revenu due à la covid-19 ont vendu des avoirs ou réduit leurs dépenses alimentaires ou non alimentaires pour faire face à cette perte. Une proportion similaire de ménages a rapporté au moins un exemple de membres de la famille adultes passant une journée entière sans nourriture par manque de ressources (Ashwini *et al.*, 2021, cited in FAO, 2021a).

La migration est souvent perçue comme un facteur contribuant au travail des enfants lorsque les enfants migrent avec leurs parents ou seuls, ou lorsqu'ils réalisent le travail que les migrants absents auraient fait. Dans les pays étudiés, l'importance de la migration pour les économies rurales est multidimensionnelle. La diminution de la main d'œuvre migrante, la perte de transferts de fonds et la migration de retour exacerbent les inégalités existantes et touchent le plus les ménages pauvres – et dans les situations les moins résilientes. Si la perte du revenu des transferts de fonds perdure, elle pourra entraîner des conséquences sur l'accès à l'éducation des enfants dans les ménages dont la stabilité économique et les dépenses scolaires étaient garanties par les revenus provenant des migrants. Cependant, les migrants de retour peuvent aussi stimuler le groupe de travail familial et libérer les enfants de certains de leurs travaux et tâches. Une recherche plus approfondie est nécessaire sur les liens entre les ménages ruraux et les migrants et les conséquences de la pandémie sur la migration.

2.2 Politiques et réponses programmatiques

Les réponses à la vulnérabilité économique accrue des ménages les plus touchés par l'impact socioéconomique de la pandémie et les restrictions en découlant ont inclus des interventions d'assistance sociale.

Assistance sociale: transferts non-contributifs, comme les transferts alimentaires, les programmes d'alimentation scolaire, les exonérations de charge et les programmes de travaux publics. Au niveau mondial, ils représentent la part la plus importante des programmes, ils sont souvent financés par les impôts et peuvent cibler un groupe particulier dans des situations vulnérables ou inclure un certain degré de conditionnalité (FAO, 2017).

Les interventions d'assistance sociale ont le potentiel de réduire l'insécurité alimentaire, atténuer les fluctuations de revenu, accroître la résilience et amortir toute sorte de chocs touchant les ménages ruraux en particulier, ainsi que celui d'accroître le revenu des ménages ruraux dans des situations de vulnérabilité. **Cette résilience économique accrue est capable de réduire la dépendance des familles au revenu du travail des enfants pour satisfaire leurs besoins de base.**

2.2.1 Transferts alimentaires et monétaires

Dans le contexte de la pandémie, plusieurs pays dans le monde entier ont annoncé des programmes alimentaires d'urgence axés sur des groupes vulnérables et vivant dans la pauvreté qui ont été touchés par le confinement.

En **Inde**, le Gouvernement de l'état d'**Andhra Pradesh** a distribué des rations alimentaires gratuites (par exemple, du riz et 1 kg de lentilles corail) aux détenteurs de cartes de ration de riz (tickets d'alimentation pour les personnes vivant dans la pauvreté). De plus, toutes les familles titulaires d'une carte de ration de riz se sont vu remettre 1000 roupies indiennes (13 dollars) pour couvrir d'autres dépenses, ce qui a représenté un coût total pour le gouvernement de 13 milliards de roupies indiennes (171 millions de dollars). Nandi *et al.* (2021) ont signalé que la plupart des ménages de l'étude menée auprès de 264 personnes dans le district d'Ananthapuramu avaient reçu des denrées alimentaires (riz, blé, sucre et légumineuses) dans le cadre du système public de distribution du dispositif de protection sociale pendant la pandémie.

En 2020, le Gouvernement **indien** a lancé le **Pradhan Mantri Garib Kalyan Yojana**, un programme d'aide de 1,7 trillion de roupies indiennes (21 milliards de dollars) visant à soutenir les personnes vivant dans la pauvreté et dans des situations vulnérables et à faire en sorte que leurs besoins fondamentaux soient satisfaits (notamment par la distribution de nourriture et de céréales). Cet ensemble de mesures prévoyait à la fois la mise en œuvre de nouvelles interventions de protection sociale et l'adaptation de prestations déjà existantes. L'une de ces initiatives, qui visait à atténuer les pertes de revenus des agriculteurs dues aux mesures de lutte contre la covid-19, prévoyait le versement de

prestations à l'avance et d'une allocation complémentaire de 2 000 roupies (25 dollars) aux bénéficiaires du *PM-Kisan*, un programme de transferts monétaires garantissant un revenu minimum à tous les petits agriculteurs et agriculteurs marginaux.

Au **Panama**, dans le cadre du **programme Panama Solidaire (*Panamá Solidario*)**, des ménages vivant dans la pauvreté ont bénéficié d'une aide alimentaire associée à un transfert monétaire. La mise en œuvre du programme a rencontré quelques difficultés liées au contexte d'urgence – par exemple, en ce qui concerne la couverture géographique et la distribution, et les difficultés croissantes d'accès aux centres de distribution rencontrées par certaines communautés (répondants autochtones). Le pourcentage de ménages bénéficiant d'une aide alimentaire a considérablement diminué au fil du temps (de 49 pour cent à 41 pour cent, puis à 21 pour cent). En 2021, la conditionnalité économique du programme a été renforcée afin d'en améliorer le ciblage et la portée (UNICEF, 2021b).

D'autres pays ont également assuré la distribution de colis alimentaires aux populations en situation vulnérable, notamment **l'État plurinational de Bolivie** (Mendoza *et al.*, 2020) et **l'Éthiopie** (Gedion et Messay, 2020, cité dans FAO, 2021a). Ce dernier pays a commencé par cibler les populations urbaines vivant dans la pauvreté dans la capitale, avant de déployer des banques alimentaires dans différentes villes du pays. Dans le cadre **des programmes de protection sociale** fondés sur des activités productives en milieu urbain et rural en Éthiopie, 635 millions de dollars ont été alloués à la distribution de nourriture d'urgence à 15 millions de personnes, pour la plupart en situation de vulnérabilité sur le plan alimentaire et non couverts par les Programmes de filets de sécurité fondé sur des activités productives (FAO, 2022). Au **Ghana**, le gouvernement a aussi affecté des fonds à la distribution de repas chauds et de colis alimentaires à travers le **Programme de lutte contre le coronavirus (*Coronavirus Alleviation Programme*)** (FAO, 2022).

Enfin, en **Égypte**, le Ministère du Travail, avec le soutien du Programme Alimentaire Mondial, a lancé en avril 2020 **sa première aide mensuelle en espèces** de 500 livres égyptiennes (environ 27 dollars), visant environ 52 000 travailleurs occasionnels enregistrés, dont 78 pour cent ont touché leur allocation. Cette aide du Programme Alimentaire Mondial s'inscrivait dans le cadre du programme d'aide temporaire en espèces du Ministère du Travail en faveur des travailleurs occasionnels, distribué à travers les bureaux de poste et les agences de l'Agricultural Bank of Egypt, et qui a atteint plus de 2 millions de personnes (PAM, 2020).

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une mesure de protection sociale en soi, il est indispensable de favoriser le flux des transferts de fonds vers les pays d'origine pendant une crise de ce type afin de permettre aux ménages qui en dépendent de se nourrir et d'effectuer d'autres dépenses de base. En effet, il est avéré que les transferts de fonds contribuent largement à la sécurité alimentaire, au capital humain, au développement rural et au produit intérieur brut global dans les régions d'origine (FAO, 2020e). Par exemple, le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** a modifié son règlement covid-19 sur la protection de la santé pour y inclure les prestataires de services de transferts de fonds comme des services essentiels, ce qui les exempte des restrictions de confinement (FAO, 2020e).

2.2.2 Optimisation des programmes nationaux de protection sociale

Pour compenser l'impact économique négatif des confinements dans le secteur informel, plusieurs pays ont annoncé des mesures de protection sociale, s'appuyant souvent sur des programmes de protection sociale existants.

Au **Maroc**, un **nouveau programme de transfert monétaire** a été mis en place à l'intention des travailleurs du secteur informel ayant perdu leurs revenus pendant le confinement. Ce programme ciblait 3 millions de travailleurs (soit environ la moitié de la main-d'œuvre informelle) (Abouzzohour, 2020).

Au **Pérou**, le **programme Bon Rural (Bono Rural)** visait à atteindre 830 000 ménages. Néanmoins, il a été difficile d'atteindre les ménages vivant dans la pauvreté et impliqués dans l'agriculture et la pêche (IPC-IG, 2022). En juin 2020, seuls 40 pour cent des familles éligibles avaient bénéficié du programme. Selon le bureau du Défenseur du peuple, même les ménages considérés comme éligibles ont eu beaucoup de mal à accéder aux paiements. Cela peut s'expliquer par le fait que ces derniers étaient effectués essentiellement à travers les banques ou via Internet, alors que seuls 6,7 pour cent de la population rurale ont accès à Internet, que très peu de personnes ont un compte en banque ou qu'elles vivent trop loin des établissements bancaires (FIDA *et al.*, 2020).

L'**Éthiopie** a utilisé un programme de protection sociale existant, le **Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (Productive Safety Net Programme)**, qui est l'un des principaux programmes de protection sociale en Afrique subsaharienne, soutenu par le gouvernement et des partenaires du développement, et doté d'un budget de 900 millions de dollars. Avant la pandémie, les bénéficiaires urbains et ruraux étaient habitués à ce que l'obligation de travailler figure parmi les conditionnalités du programme. Cependant, lorsque la pandémie a commencé, cette condition a été supprimée et les paiements ont été accordés sans condition sous forme de sommes forfaitaires. En collaboration avec des partenaires de développement, le Gouvernement éthiopien a accordé une aide supplémentaire en espèces et en nature à 42 pour cent des bénéficiaires ruraux du programme et à 18 pour cent des bénéficiaires urbains, ainsi qu'une allocation supplémentaire aux personnes les plus touchées (FAO, 2021a). Par exemple, des organisations humanitaires ont fourni une aide supplémentaire alimentaire ou monétaire à 15 millions de personnes en proie à l'insécurité alimentaire et ont fourni à 1,87 million de personnes des récoltes d'urgence et des semences fourragères pour protéger leurs moyens de subsistance agricoles. Cette intervention d'urgence incluait les personnes qui avaient aussi été touchées par le criquet pèlerin, ainsi que les bergers et les agriculteurs-bergers en situation de vulnérabilité.

Au **Ghana**, le programme de sécurité sociale existant **Revenu de subsistance contre la pauvreté (Livelihood Empowerment Against Poverty)** a été utilisé comme levier pour atteindre rapidement les groupes en situation de vulnérabilité. Pour répondre aux difficultés rencontrées par les bénéficiaires du programme, une somme d'argent additionnelle et un paiement différé (paiements anticipés) leur ont été alloués pour leur permettre d'acheter des équipements de protection individuelle et de faire face à l'augmentation du coût des produits alimentaires et autres. En outre, une subvention de transport leur a été accordée (Darkwah, 2021).

En 2020, le Parlement du **Liban** a approuvé un programme d'aide de 1,2 mille milliards de livres libanaises (300 millions de dollars) destiné aux familles à faible revenu et aux secteurs essentiels, dont l'agriculture. La moitié de ce paquet a été allouée au **Programme national de solidarité sociale d'urgence**, qui a fourni une aide mensuelle en espèces de 400 000 livres libanaises (environ 100 dollars) à environ 200 000 familles pendant sept mois, jusqu'en décembre 2020 (Nations Unies, 2020).

3. Manque d'accès à une éducation de qualité



Étant donné que l'âge est un élément central des définitions du travail des enfants, la scolarisation est devenue un indicateur clé pour évaluer l'étendue et la diversité du travail des enfants. Ce lien entre le travail des enfants et l'accès à l'éducation est essentiel, or des enfants et des jeunes ont perdu des chances de recevoir une instruction en raison de la pandémie de covid-19 et des politiques et programmes gouvernementaux visant à en atténuer les effets (Chiwaula *et al.*; 2021, Tsikata et Torvikey, 2021). **Cette situation réduit également leurs chances d'acquies un niveau élevé de compétences et d'accéder à un emploi décent lorsqu'ils seront jeunes ou adultes.**

Pour les enfants en dessous de l'âge minimum d'admission à l'emploi, il est crucial de veiller à ce qu'il existe des alternatives au travail des enfants. Cela implique avant tout de faire en sorte que tous les enfants, notamment les enfants des zones rurales reculées et les enfants migrants, soient protégés des travaux dangereux et puissent avoir accès à une éducation obligatoire, gratuite et de bonne qualité (FAO, 2021e).

De ce fait, il est indispensable d'identifier les tendances en matière d'accès à l'école pour obtenir un panorama du travail des enfants. Cela fournit aussi une base pour observer et analyser comment la politique et les programmes relatifs à la covid-19 ont modifié le rapport entre l'éducation et le travail, et l'incidence du travail des enfants dans les systèmes agroalimentaires.

Après le début de la pandémie, les fermetures d'écoles ont été l'une des principales stratégies adoptées au niveau mondial pour freiner la propagation de la maladie. On dispose de données sur la durée des fermetures d'écoles, les mesures visant à atténuer la perte d'apprentissage pour tous les enfants et l'impact de la suppression des repas scolaires des enfants sur les familles vivant dans la pauvreté. Par ailleurs, de nouvelles données permettent de mieux comprendre les inégalités dans l'accès à l'enseignement à distance et dans la réouverture des écoles.



Encadré n° 4: Scolarité rurale et qualité de l'éducation

Le travail des enfants est communément défini comme un travail inapproprié pour l'âge de l'enfant, qui nuit à son **éducation** ou qui est susceptible de porter atteinte à sa santé physique ou psychique ou à sa sécurité. Il s'agit d'un travail qui nuit au bien-être des enfants ou compromet leur **éducation**, leur développement et leurs moyens de subsistance futurs. La FAO œuvre pour un monde où les enfants ne sont pas exposés à des travaux dangereux et ont accès à une **éducation et une formation professionnelle de qualité dans les zones rurales**, ainsi qu'à une alimentation suffisante et nutritive, leur permettant de grandir et de devenir des producteurs ou des travailleurs en bonne santé, productifs et qualifiés.

Pourtant, les ménages ne sont guère incités à envoyer leurs enfants à l'école s'ils n'ont pas accès à une éducation et à une formation professionnelle de base de qualité et pertinente, ou si les perspectives d'emploi sont limitées dans les zones rurales. La **non-disponibilité**, les **coûts directs et indirects** et la mauvaise qualité de l'enseignement en milieu rural sont un facteur déterminant du travail des enfants dans l'agriculture.

Ainsi, **l'accès à une scolarisation et à une éducation gratuites et de qualité** est un facteur clé du lien entre le travail des enfants et l'éducation. Élément essentiel des droits de l'enfant, l'éducation est consacrée dans les objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 4, qui vise à «assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie». L'éducation est encouragée pour ses impacts sur l'égalité et sur le développement du capital humain afin de soutenir le développement économique des individus et des pays. De plus, pour les filles, la scolarisation est souvent présentée comme un moyen de réduire la fécondité et d'améliorer la santé maternelle et le bien-être de la famille^{a, b}. Parallèlement, les avantages économiques et sociaux qui sont censés découler de l'éducation formelle sont perçus comme essentiels pour éradiquer le travail des enfants^c.

Bien que la valeur de la scolarité soit largement reconnue, la décision d'aller à l'école, de travailler ou de combiner les deux dépend en partie des conditions et des résultats des écoles rurales. Ceux-ci sont très brièvement présentés ci-après car ils influencent la décision des ménages d'envoyer les enfants à l'école et le choix individuel des enfants d'y aller.

Parmi les **facteurs déterminants de la fréquentation scolaire**, on peut citer: la distance entre l'école et le ménage; la qualité des ressources et des infrastructures physiques; la pertinence des programmes scolaires et le niveau (et/ou l'absence) de qualification des enseignants et les résultats d'apprentissage des élèves^d. Il faut ajouter la prévalence de la violence, caractérisée par des châtiments corporels excessifs et des brimades^e. En milieu rural notamment, la mauvaise santé et la faim expliquent également la non-scolarisation des enfants^{f, g}. Ces facteurs ne sont pas neutres en termes de genre. Par exemple, pour les filles, le milieu scolaire peut être perçu comme peu sûr (notamment en raison de l'absence de toilettes pour les filles) et le trajet domicile-école peut être jugé dangereux (risque de violence sexiste). En outre, les familles pauvres peuvent hésiter à investir dans l'éducation des filles parce qu'elles pensent qu'à l'avenir, leur emploi sera moins rentable que celui des garçons.



La **scolarisation entraîne également des coûts économiques**, même lorsque l'éducation est en principe gratuite. La fréquentation scolaire implique les coûts d'opportunité de ne pas travailler et de ne pas gagner un revenu, ainsi que les coûts directs des uniformes et du matériel d'apprentissage, des frais de participation aux associations parents-enseignants et autres dépenses scolaires, ce qui contraint souvent certains enfants à travailler pour couvrir ces dépenses.

Pour finir, les **établissements scolaires ont encore beaucoup de mal à s'adapter aux rythmes quotidiens et saisonniers changeants**, aux migrations et aux mobilités des populations rurales tributaires de l'agriculture^{h,i}. Par conséquent, lorsque les enfants sont en retard ou s'absentent de l'école pour participer à des activités agricoles, ils risquent d'être sanctionnés, et lorsqu'ils migrent en milieu d'année, ils doivent parfois redoubler l'année scolaire. Ces différentes situations augmentent la probabilité d'abandon scolaire des enfants^k.

Prises ensemble, ces considérations ont conduit à une situation où avant la pandémie, **un sixième des enfants en âge d'être scolarisés (6-17 ans) dans le monde ne l'étaient déjà plus**. En Afrique subsaharienne, la région comptant le plus d'enfants non scolarisés, la situation était bien plus grave, **près d'un tiers (31,2 pour cent, dont 28,9 pour cent de garçons et 33,6 pour cent de filles) de cette tranche d'âge n'étant pas scolarisé**^l.

À moins que les gouvernements n'augmentent les budgets et les ressources alloués à l'éducation et ne mettent en œuvre des politiques pour améliorer la qualité de l'éducation en milieu rural, de plus en plus d'enfants abandonneront l'école pour travailler, notamment les enfants plus âgés pour lesquels la scolarisation représente des coûts d'opportunité plus importants.

^a UNESCO. 2002. *Éducation pour tous: le monde est-il sur la bonne voie? Rapport mondial de suivi sur l'EPT*. Paris, UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000129950>

^b UNESCO. 2003. *Genre et éducation pour tous: le pari de l'égalité. Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003/4*. Paris, UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000132105>

^c OIT. 2017b. *Fiche d'information régionale pour l'Afrique. Estimations mondiales de l'esclavage moderne*. Genève, Suisse, OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@ipecc/documents/publication/wcms_597875-ipecc/documents/publication/wcms_747422.pdf

^d UNESCO. 2015. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT, 2015 – L'Éducation pour tous 2000-2015: progrès et enjeux*. Paris, UNESCO. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000232565_fre

^e Nations Unies. 2016. *Tackling violence in schools: A global perspective*. New York, États-Unis, Nations Unies. https://violenceagainstchildren.un.org/sites/violenceagainstchildren.un.org/files/documents/publications/10_tackling_violence_in_schools_a_global_perspective.pdf

^f Morrow, V. et Boyden, J. 2018. *Responding to children's work: Evidence from the Young Lives study in Ethiopia, India, Peru et Vietnam, Summative Report*. Oxford, RU, Young Lives. www.younglives.org.uk/sites/default/files/migrated/YL-RespondingToChildrensWork-A4-Jan18_0.pdf

^g Orkin, K. 2012. Are work et schooling complementary or competitive for children in rural Ethiopia? A mixed-methods study. Publié par: Boyden, J. et Bourdillon, M. (eds.). *Childhood poverty: Multidisciplinary approaches*. Oxford, Royaume-Uni, ODID, Département du développement international d'Oxford, Institut de recherche Young Lives. <https://resourcecentre.savethechildren.net/document/are-work-and-schoolingcomplementary-or-competitive-children-rural-ethiopia-mixed-methods/>

^h FAO. 2020b. *Cadre de la FAO pour l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture*. Rome, FAO <https://www.fao.org/3/ca9502fr/ca9502fr.pdf>



- ^j **Humphreys, S., Moses, D., Kaibo, J. et Dunne, M.** 2015. Counted in et being out: Fluctuations in primary school et classroom attendance in northern Nigeria. *International Journal of Educational Development*, 44, 134–43. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2015.08.004>
- ^k **Dunne, M., Humphreys, S. et Szyp, C.** 2021. *Education et children's work. Children's Lives in Rural SubSaharan Africa. Working Paper 9.* Brighton, UK, Action on Children's Harmful Work in African Agriculture, Institute of Development Studies. www.ids.ac.uk/publications/educationand-work-childrens-lives-in-rural-sub%20%80%91saharan-africa
- ^l **Institut de statistique de l'UNESCO (UNESCO Institute for Statistics, UIS).** 2019. *UIS education data release: Septembre 2019, Information Paper No. 59.* Paris, UIS. <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/ip59-uiseducation-data-release-september-2019.pdf>.

3.1 Conséquences socio-économiques

3.1.1 Fermetures d'écoles et enseignement à distance

Dans le monde entier, des écoles ont été fermées par mesure de précaution pour protéger les écoliers des infections par la covid-19. Ces fermetures ont duré de quelques mois (en **Éthiopie** et au **Malawi**) à deux années scolaires complètes (dans de nombreuses régions de **l'État plurinational de Bolivie, du Panama et du Pérou**). Les fermetures d'écoles s'accompagnaient aussi de sombres perspectives concernant la perte d'apprentissage et l'augmentation considérable des abandons scolaires, des mariages d'enfants et du travail des enfants (Banque mondiale, 2020).

Si les impacts négatifs sur la scolarisation des enfants sont indéniables, notamment dans les zones rurales, **l'ampleur et la nature de ces impacts ont toutefois varié selon les contextes**, et ont parfois défié les prévisions. Par exemple, pour le **Panama**, les projections de modélisation de la Banque mondiale prévoyaient un taux d'abandon scolaire de 20 pour cent dû à la pandémie –soit l'un des plus élevés d'Amérique latine et des Caraïbes (Banque mondiale 2021); or, les inscriptions recensées en mars 2022 dans le pays totalisaient près de 100 000 apprenants⁶, ce qui est similaire aux inscriptions avant la pandémie. **Les primes généreuses versées à 680 000 apprenants pour les inciter à s'inscrire à l'école** (sous réserve d'assiduité⁷) ont sans doute joué un rôle important dans le grand nombre de réinscriptions étant donné le salaire d'un travailleur journalier de 10 à 12,80 dollars par jour. Dans le même ordre d'idées, malgré les prévisions de nombreux abandons scolaires au **Ghana**, un sondage téléphonique conduit en 2021 dans le pays a révélé que le taux d'abandon scolaire, de deux pour cent, était à peu près semblable au taux qui existait avant la pandémie, malgré l'augmentation du nombre de redoublements (Abreh *et al.*, 2021).

⁶ <https://www.laestrella.com.pa/nacional/220307/panama-abre-aulas-clases-dos-anos-cerradas>

⁷ 90 dollars par enfant et par semestre pour l'enseignement primaire, 120 dollars pour l'enseignement secondaire inférieur et 150 dollars pour l'enseignement secondaire supérieur, à dépenser en fournitures scolaires, médicaments et autres articles d'usage personnel.

Inversement, au **Malawi** (Edzamira *et al.*, 2021), les taux d'abandon scolaire avaient triplé, tel que prévu, tandis que le taux de redoublement avait chuté, probablement du fait que les apprenants bénéficiaient d'une promotion automatique. Dans le même temps, on a signalé une recrudescence des grossesses et des mariages (parfois forcés) chez les adolescentes, notamment en **Ethiopie** (Jones *et al.*, 2021) et au **Malawi** (UKAID, 2021). Dans ce dernier pays, un rapport fait état de 40 000 grossesses et 12 995 mariages d'enfants supplémentaires pendant la première période de fermeture des écoles (UKAID, 2022).

Afin de limiter les effectifs par classe (conformément aux protocoles de biosécurité liés à la covid-19), **au Malawi**, comme **dans d'autres pays**, les classes ont été divisées et fonctionnaient en roulement, de sorte que les enfants n'avaient cours qu'un jour sur deux. Outre la perte de temps d'apprentissage, ces mesures risquent d'augmenter le temps dont disposent les enfants pour travailler et la probabilité qu'ils soient impliqués dans le travail des enfants (Banque mondiale, UNESCO et UNICEF, 2021).

Le fait de disposer de plus de temps libre pourrait avoir augmenté le travail des enfants, surtout à une époque où les portefeuilles de moyens de subsistance des ménages ruraux ont été réduits, ce qui a pu potentiellement contraindre tous les membres de la famille à travailler autant que possible.

Le maintien (ou non) par les pays de protocoles de biosécurité réduisant les effectifs dans les classes et le temps de contact avec les apprenants aura une incidence sur **le temps <<libre>> dont disposent les enfants pour se livrer à d'autres activités, dont le travail des enfants**, ainsi que sur le nombre de possibilités d'apprentissage que leur offre l'école.

3.1.2 Enseignement à distance et fracture numérique

Les fermetures d'écoles et le passage à l'enseignement à distance ont creusé les inégalités existantes, ce qui a eu des répercussions immédiates et à long terme sur les enfants. Bien que les outils d'enseignement à distance aient fait l'objet de certaines adaptations, les programmes d'atténuation n'ont pas suffisamment tenu compte des réalités rurales. Ainsi, les enfants qui étaient déjà défavorisés par la pauvreté familiale, la pauvreté régionale et le manque de scolarisation adéquate le sont désormais encore plus du fait des lacunes dans leur éducation, qu'ils retournent à l'école ou non.

Dans l'ensemble des pays étudiés, **les enfants des zones rurales, et plus particulièrement ceux des zones reculées, vivant dans une situation de pauvreté multidimensionnelle, étaient particulièrement défavorisés** et ne disposaient pas des ressources adéquates pour accéder à l'enseignement à distance (Hossain, 2021). Il est évident que de nombreux ménages n'avaient pas l'électricité, une condition essentielle pour la plupart des programmes d'enseignement à distance: en **Ethiopie**, seul un ménage rural sur dix dispose d'un accès à l'électricité, un ménage sur cinq a un poste de radio et bien que plus de la moitié des ménages ait un téléphone portable, le réseau n'est pas forcément

fiable (Jones *et al.*, 2021), et dans les ménages comptant plusieurs enfants, ces dispositifs doivent être partagés.

Outre les différences de localisation et de revenus, des différences de genre sont également apparues. Au **Ghana**, dans le cas des ménages vivant dans l'extrême pauvreté, 16,3 pour cent de ceux qui étaient dirigés par une femme avaient un poste de télévision, contre 23,9 pour cent de ceux qui étaient dirigés par un homme (Darkwah, 2021).

Même les ménages qui avaient accès à une partie de la technologie nécessaire peinaient à payer les **coûts supplémentaires**, notamment au vu de la baisse de leurs revenus en raison de la pandémie. Des entretiens téléphoniques menés dans **plusieurs pays** (comme **dans l'État plurinational de Bolivie** (UNICEF, 2020) et au **Pérou** (Miranda, Bazán et Nureña, 2021) ont fait ressortir les coûts élevés de l'électricité et des recharges de téléphonie mobile en raison de l'apprentissage virtuel, ainsi que les coûts des photocopies, lorsque les apprenants devaient photocopier les manuels scolaires. En outre, étant donné que certains gouvernements (par exemple, au **Panama**) envisagent d'intégrer davantage l'apprentissage virtuel dans l'enseignement ordinaire à l'avenir, les écarts en matière d'éducation risquent de se creuser entre les familles urbaines et rurales, et entre les ménages plus riches et les ménages vivant dans la pauvreté, à moins de s'attaquer à la fracture numérique et à d'autres inégalités. Le **manque de formation et d'expérience**



des enseignants en matière de téléenseignement et le manque de cohésion entre les ressources pédagogiques des différents supports constituent d'autres obstacles à l'enseignement à distance (Miranda, Bazán et Nureña, 2021).

Compte tenu de ces défis, il n'est pas surprenant **que très peu de ménages ruraux vivant dans la pauvreté aient** bénéficié **d'un enseignement à distance significatif**. Pendant la fermeture des écoles en 2020 au **Ghana**, 35 pour cent des élèves du primaire et 28 pour cent des élèves du secondaire ne recevaient aucune forme d'éducation (GSS, 2020). En **Éthiopie**, la plupart des enfants et des adolescents des zones rurales ne pouvaient pas accéder à l'enseignement pendant les fermetures d'écoles. **Dans l'État plurinational de Bolivie**, même en juillet 2021, dans 6 pour cent des écoles rurales, aucune forme d'enseignement et d'apprentissage n'avait lieu (Escobar de Pabón et Hurtado, 2021).

3.1.3 Interruption des programmes d'alimentation scolaire

Les fermetures d'écoles ont également impliqué l'interruption des **programmes d'alimentation scolaire**, qui sont essentiels pour de nombreux ménages ruraux vivant dans la pauvreté non seulement en termes de santé et d'état nutritionnel des enfants, mais aussi en termes du lien avéré entre une meilleure nutrition et une meilleure capacité de concentration pendant les études. **Comme souligné précédemment, la mauvaise santé et la faim sont des facteurs déterminants de l'absentéisme et de l'abandon scolaire éventuel** (Banque mondiale, UNESCO et UNICEF, 2021).



La faim est un facteur important qui pousse les familles à envoyer leurs enfants au travail. La suspension des programmes d'alimentation scolaire signifiait l'impossibilité pour les enfants d'avoir accès à un repas. Cette situation n'affectait pas uniquement les enfants, **mais menaçait la sécurité alimentaire des ménages**, davantage de membres de la famille étant à nourrir dans des ménages déjà sous pression. Les programmes d'alimentation scolaire procurent en outre des revenus essentiels aux fournisseurs agricoles locaux et la suspension de ces prestations pouvait se traduire par une perte de revenus pour ces agriculteurs. Dans certains pays, les gouvernements ont compensé ces pertes en distribuant des rations à emporter. Dans certains cas, des ONG ont continué à fournir des denrées alimentaires aux ménages, bien que la couverture était inévitablement plus limitée. **Dans l'État plurinational de Bolivie**, le transfert monétaire *Bono Familiar* visait à également à compenser ces pertes (des détails complémentaires sont fournis dans la section 2.2.2 *Optimisation des programmes nationaux de protection sociale*).

3.1.4 Le double fardeau: le manque de temps disponible pour les femmes

La responsabilité d'aider les enfants à suivre l'école à la maison incombe principalement aux mères et aux adultes féminins qui, dans de nombreux ménages ruraux vivant dans l'extrême pauvreté, n'étaient pas capables de le faire si elles n'avaient elles-mêmes que peu ou pas d'instruction formelle, ce qui a pu accentuer la transmission intergénérationnelle des inégalités (Machicado, 2020; Miranda, Bazán et Nureña, 2021; Thorsen, Darkwah et Wayack Pambè, 2021; UNICEF 2021a). En effet, il est avéré que lorsque les femmes sont économiquement autonomes et ont davantage de poids dans les décisions du ménage, leurs filles sont plus susceptibles de rester à l'école et de rester à l'écart du travail des enfants (FAO, 2021h).

Il est donc capital de se pencher sur la manière dont la pandémie de la **covid-19 alourdit le fardeau des femmes dans l'agriculture et les zones rurales, ce qui pourrait en retour accroître et perpétuer la discrimination fondée sur le genre.**

Ce fardeau des tâches scolaires s'est ajouté à celui des soins et responsabilités domestiques, déjà accru dans certains ménages en raison du retour des migrants (voir 2.1.3 *Pertes de transferts de fonds nationaux et internationaux*) ou de certains membres du ménage ayant contracté la covid-19. Il faut aussi noter que de nombreuses enseignantes ont dû assumer leurs propres charges domestiques accrues, tout en essayant de dispenser des cours à distance.

3.2 Politiques et programmes mis en œuvre

3.2.1 Programmes d'alimentation scolaire

Les programmes d'alimentation scolaire constituent une forme d'assistance sociale essentielle pouvant améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des enfants scolarisés et promouvoir la fréquentation scolaire, tout en prévenant le travail des enfants. Une

étude de portée mondiale réalisée par Gentilini *et al.* (2022) révèle qu'en raison des fermetures d'écoles pendant la pandémie de la covid-19, la plupart des programmes d'alimentation scolaire ont été reconvertis en d'autres formes d'aide sociale, telles que: des repas à emporter sous forme de rations alimentaires sèches ou crues et de repas cuisinés; des bons et coupons alimentaires; et des allocations en espèces ou des allocations complémentaires ou spéciales. Par exemple, **en Inde**, dans l'État de Bihar, des transferts monétaires ont été versés à la place des repas de midi aux enfants (de la première à la huitième année) pour chaque jour de fermeture de l'école.

3.2.2 Mesures supplémentaires pour compenser les fermetures d'écoles

Au **Bénin**, l'UNICEF, le ministère des Affaires sociales et CARE Bénin-Togo ont uni leurs efforts pour mettre en place une intervention monétaire pour les familles et les enfants en situation de vulnérabilité. Cette intervention est axée sur la prévention de l'abandon scolaire des adolescentes touchées par la fermeture des écoles et menacées par le mariage des enfants. Le coup d'envoi de ce programme de transfert d'argent appelé **Faaba-COVID** et financé par les Pays-Bas a été donné par le ministre des Affaires sociales le 19 novembre. Au total, 26 000 filles (20 000 ménages) dans huit communes ciblées ont touché des transferts monétaires à la fin de 2020 (UNICEF, 2021a).

Parmi les autres stratégies adoptées pour atténuer l'impact des fermetures d'écoles dans le monde, on peut citer la mise en œuvre de programmes d'enseignement à distance diffusés à la radio et à la télévision, sur les médias sociaux (WhatsApp et Telegram), des plateformes d'apprentissage électronique et, à certains endroits, des supports imprimés. Néanmoins, la crise a également fait ressortir la fracture numérique qui existe entre les zones urbaines et rurales, ainsi que la nécessité de trouver des solutions adaptées aux différents groupes et zones. Par exemple, en **Éthiopie**, le **programme USAID** a constaté que les enfants participant aux camps de lecture organisés dans le cadre du projet **USAID Read II** avant l'épidémie de la covid-19 ont continué de participer à des groupes de lecture dans plusieurs régions, même une fois les écoles fermées. Certains villages ont essayé de reproduire cette initiative, tandis que dans d'autres villages, les enfants se rassemblaient autour de postes de radios pour écouter des émissions sur des sujets spécifiques. Dans deux villages **ghanéens**, l'**association Welfare of Children et Youth** a conduit un projet consistant à réunir les enfants dans une salle communautaire équipée d'un poste de télévision, d'un projecteur et d'un tableau blanc, ainsi que de masques, de savon et de désinfectant permettant aux enfants de participer aux activités en toute sécurité. Des enseignants bénévoles et des dirigeants communautaires étaient présents et facilitaient l'apprentissage (MAEJT, 2022).

Les stratégies et mesures de retour à l'école mises en place incluaient la promotion automatique et des cours de rattrapage (**Malawi**) ainsi que des cours d'apprentissage accéléré (**Panama**) (Panama America, 2021). Les cours de rattrapage organisés au **Malawi** ont toutefois été peu suivis, peut-être parce que les enfants souhaitaient passer plus de temps à travailler ou y étaient contraints.



Partie IV

Remarques finales

Les stratégies mises en place pour minimiser les conséquences sanitaires et socio-économiques de la pandémie de covid-19 dans les pays examinés semblent avoir été conçues dans les villes et pour les populations urbaines (notamment dans les capitales), qui ont été le plus touchées par la pandémie en termes d'infections et de décès. Néanmoins, dans les zones rurales, **les effets sont multiples** et les intérêts des communautés agricoles rurales n'ont pas toujours été les mieux servis par certaines mesures et stratégies. En particulier, un grand nombre de ménages ruraux ont subi de graves pertes de revenus en raison des restrictions imposées à diverses activités de subsistance (Abouzzohour, 2020; Matita et Chimombo, 2021) et de la disparition des transferts de fonds des migrants, tout en s'adaptant au retour de ces derniers (CARE et ONU Femmes, 2020). Les enfants et les jeunes ont souffert de la perte d'opportunités éducatives (Chiwaula, Kadzamira et Meke, 2021; Tsikata et Torvikey, 2021).

Dans un monde en proie à de multiples crises qui se chevauchent et s'ajoutent à la pandémie de covid-19, la résilience des populations rurales pauvres face aux chocs est compromise et risque d'entraîner des répercussions sur le niveau et le type de travail des enfants et sur la probabilité qu'ils y soient impliqués.

À l'occasion de l'Année internationale pour l'élimination du travail des enfants en 2021, la FAO a redoublé d'efforts pour lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture. Tout au long de l'année, la FAO a organisé un ensemble de consultations régionales entre les acteurs du secteur agricole, qui ont abouti au *Forum mondial des solutions: Agir ensemble pour éliminer le travail des enfants dans l'agriculture*, qui s'est tenu en novembre 2021. Ce

forum de haut niveau visait à mieux faire connaître les nombreuses bonnes pratiques existantes et intensifier les efforts conjoints en tenant compte des nouveaux défis posés par la pandémie de covid-19.

Entre le 15 et le 20 mai 2022, le Gouvernement sud-africain et l'OIT ont accueilli la 5^e Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants (5GCCL). La conférence est arrivée à point nommé, offrant un espace pour échanger des idées sur les effets de la pandémie de covid-19 et l'augmentation du travail des enfants qui en résulte. Elle a en outre marqué une percée dans le domaine de l'agriculture. En effet, pour la première fois, la 5GCCL a placé l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture en tête de ses priorités et dans son document final. *L'Appel à l'action de Durban sur l'élimination du travail des enfants* classe l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture au deuxième rang des priorités pour progresser plus rapidement vers la cible 8.7 des ODD relative à l'élimination du travail des enfants sous toutes ses formes. Il appelle l'ensemble des acteurs agricoles à redoubler d'efforts de toute urgence pour inverser la tendance à la hausse provoquée par la pandémie de covid-19.

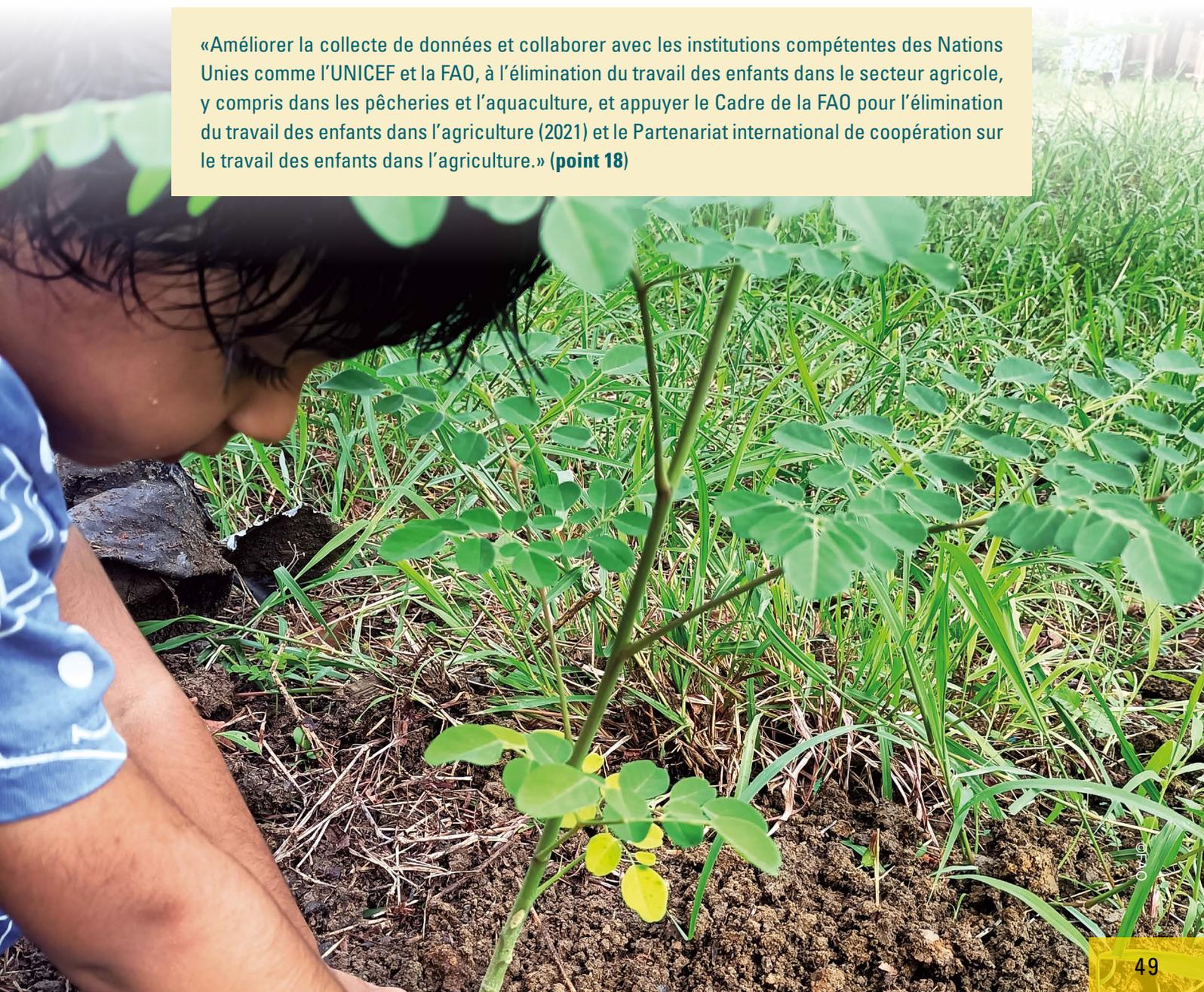


Dans la ligne des éléments présentés dans cette examen mondial, quelques-unes des principales recommandations de l'Appel à l'action de Durban relatives à l'agriculture et aux zones rurales sont présentées ci-dessous (OIT, 2022).

► **Garantir des données et des analyses de qualité en vue d'orienter les politiques et programmes mis en œuvre pour répondre aux conséquences de la pandémie**

Pour prendre des décisions et des mesures fondées sur des données probantes, il sera essentiel de produire des informations plus détaillées et plus précises sur les liens de causalité entre la pandémie de covid-19 et les différentes dimensions des moyens de subsistance et de la pauvreté dans les systèmes agroalimentaires. Réaliser des analyses comparatives de données qualitatives sur le travail des enfants avant et pendant la pandémie permettrait de confirmer les déductions et les liens de causalité appliqués dans cette étude, à partir d'un cadre conceptuel classique pour comprendre la dynamique du travail des enfants dans les zones rurales.

«Améliorer la collecte de données et collaborer avec les institutions compétentes des Nations Unies comme l'UNICEF et la FAO, à l'élimination du travail des enfants dans le secteur agricole, y compris dans les pêcheries et l'aquaculture, et appuyer le Cadre de la FAO pour l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture (2021) et le Partenariat international de coopération sur le travail des enfants dans l'agriculture.» **(point 18)**



► **Créer des possibilités de travail décent pour les adultes et les jeunes ayant dépassé l'âge minimum d'entrée sur le marché de l'emploi**

Les travailleurs des systèmes agroalimentaires sont pour la plupart situés dans les zones rurales, sont soit indépendants, soit salariés, et appartiennent au secteur informel. Ils ne peuvent pas bénéficier de la protection accordée par le droit du travail et ont rarement un revenu régulier et sûr ou une protection sociale. Les jeunes des zones rurales rencontrent d'autres difficultés pour accéder au marché du travail. Pour faire du travail décent une réalité dans les systèmes agroalimentaires, il faudra trouver des réponses politiques axées sur une meilleure organisation du marché du travail dans les systèmes agroalimentaires, afin de répondre rapidement et efficacement aux pics de la demande, et sur l'amélioration de la participation productive des jeunes ruraux, hommes et femmes, au marché du travail. Il est essentiel de protéger les droits fondamentaux, notamment en renforçant la liberté d'association et d'expression, en particulier dans un système caractérisé par l'absence d'organisations de travailleurs, afin d'attirer les jeunes et de les faire participer par leurs idées. Promouvoir la sécurité et la santé au travail sera également primordial, car de nombreux types de risques – des risques biologiques aux risques mécaniques ou physiques – menacent la sécurité et la santé des travailleurs des systèmes agroalimentaires, et plus particulièrement celles de certaines cohortes, comme les jeunes travailleurs qui n'ont pas atteint leur pleine croissance.

«Consolider les marchés du travail agricole et créer des possibilités de travail décent pour les jeunes, les femmes et les hommes, et appuyer l'innovation dans l'éducation et la formation professionnelle en matière de production et de transformation agroalimentaire.» **(point 17)**

«Offrir des possibilités adéquates et pertinentes d'éducation, de formation et de développement des compétences professionnelles, y compris des apprentissages de qualité, particulièrement dans les zones rurales (...)» **(point 32)**

«Renforcer les efforts multipartites déployés en vue de prévenir et d'éliminer le travail des enfants, en donnant la priorité aux pires formes de travail des enfants, en faisant du travail décent une réalité pour les adultes et les jeunes ayant dépassé l'âge minimum d'admission à l'emploi.» **(point 1)**; «Redoubler d'efforts pour formaliser l'économie informelle et pour étendre la législation du travail, en particulier dans le secteur agricole, où se concentre l'essentiel du travail des enfants.» **(point 5)**

► S’attaquer aux obstacles à une éducation de qualité pour tous les enfants

Il convient de rappeler que, parmi toutes les conséquences de la pandémie, la fermeture des écoles a été l’un des facteurs qui ont le plus influencé le travail des enfants, avec des incidences importantes sur le plan du genre. Des crises précédentes ont montré que les taux d’abandon scolaire des filles sont susceptibles d’augmenter dans les situations d’après-crise, sous l’effet de facteurs tels que l’interruption de l’enseignement, la perte d’emplois pour les adultes et le manque de protection sociale (OIT, 2020). Cela laisse présager que la demande de main-d’œuvre féminine pourrait encore augmenter une fois que la crise de la covid-19 aura été maîtrisée (FAO, 2021h). Il est encore trop tôt pour connaître l’impact à long terme de la pandémie et de la fermeture des écoles sur la scolarisation et le travail des enfants. Cela tient en partie au fait que dans de nombreux pays, les statistiques officielles sur les inscriptions scolaires de 2022 n’ont pas encore été traitées, et au fait que la pandémie est toujours en cours. Cependant, les effets socio-économiques, notamment pour les ménages vivant dans l’extrême pauvreté, se font toujours sentir et, dans de nombreux cas, s’aggravent. Le manque d’accès à une éducation de qualité, l’un des principaux facteurs du travail des enfants, est sans doute plus grave que jamais.

Rappelons aussi que la question de la qualité de l’enseignement, qui a dissuadé des élèves ruraux de commencer ou de poursuivre leur scolarité avant la pandémie, reste d’actualité et pourrait s’aggraver du fait des restrictions budgétaires croissantes des gouvernements et de l’improbable intensification des investissements dans l’enseignement rural, qui font cruellement défaut. Outre les repas scolaires, des programmes scolaires davantage axés sur les modes de vie agricoles peuvent encourager les parents à inscrire (ou réinscrire) leurs enfants à l’école. Ces systèmes d’apprentissage flexibles et novateurs devraient toutefois examiner attentivement les avantages et les inconvénients des nouvelles pratiques dans le contexte des zones rurales. Pour répondre aux fermetures d’écoles, une série de solutions numériques et d’enseignement à distance ont été mises en œuvre.

Leur efficacité et leur caractère inclusif doivent être évalués dans une perspective de genre, en tenant compte de la fracture numérique existant dans les zones rurales, ainsi que des capacités et des ressources des enseignants. Il sera important de répertorier les solutions qui ont le mieux fonctionné et où, ainsi que les défis à relever (par exemple, l’accès à internet et à l’électricité et la capacité des enseignants). La fracture numérique devra également être prise en compte à tout moment dans le contexte rural au moment d’envisager des services de protection sociale fondés sur des technologies numériques.

«Renforcer les infrastructures scolaires et la sécurité des déplacements entre l’école et le domicile, particulièrement dans les zones rurales et éloignées; assurer l’accès universel à l’eau, aux services d’assainissement et d’hygiène dans les écoles, ainsi qu’un accès équitable à l’enseignement numérique, intensifier les efforts déployés aux niveaux national et international pour combler la fracture numérique, et appuyer l’élaboration de programmes d’études dans les écoles primaires et secondaires en y incorporant des sujets liés à l’alimentation et à l’agriculture.» (point 29)

► Aborder la question de la vulnérabilité économique

Il est indispensable de recueillir davantage de données pour savoir si l'utilisation et l'adaptation des systèmes de protection sociale existants ont été plus efficaces que la mise en place de nouveaux dispositifs de protection sociale pendant et après le début de la pandémie. Il conviendrait aussi d'évaluer dans quelle mesure certains groupes en situation de vulnérabilité (tels que les communautés autochtones et migrantes) et certains sous-secteurs agricoles pourraient avoir été exclus de ces mesures parce qu'ils n'y avaient pas accès auparavant. Cette analyse serait particulièrement pertinente dans les cas où la couverture de la protection sociale reste limitée et où les paiements en espèces et autres types de soutien accordés aux agriculteurs de subsistance, aux communautés forestières, aux communautés pastorales et aux pêcheurs commerciaux et artisanaux sont souvent rares ou irréguliers. Il faut enfin comprendre comment les dimensions de genre ont été prises en compte dans les mesures adoptées pour faire face aux conséquences de la pandémie. Parmi les dimensions à documenter, figure la mesure dans laquelle la charge de travail des femmes et des filles (responsabilités de soins, tâches domestiques et activités économiques en dehors du ménage) après le début de la pandémie a été prise en compte (ou non) par les mesures de protection sociale et si les aspects de genre ont joué un rôle dans la conception et l'adaptation de ces mesures en général. Des recherches supplémentaires devraient également porter sur les conséquences de la réouverture des écoles. En effet, il est apparu, lors de crises précédentes, que les taux d'abandon scolaire des filles sont susceptibles d'augmenter dans les situations d'après-crise, notamment en raison de l'interruption de l'enseignement, de la perte d'emplois pour les adultes et du manque de protection sociale (OIT, 2020).

Parvenir à un accès universel à la protection sociale (**point V**), notamment en «[rendant] les assurances sociales et agricoles plus accessibles aux communautés qui dépendent de l'agriculture pour leur subsistance.» (**point 37**)

Cet examen a mis en lumière la façon dont la pandémie a aggravé les principaux facteurs du travail des enfants dans l'agriculture et les défis à relever pour éliminer le travail des enfants. Il fournit une base pour comprendre comment les crises agissent sur les moyens de subsistance des ménages et donc sur le travail des enfants, et l'importance de mettre en place des mesures bien ciblées et adaptées pour réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience face aux chocs futurs. Cela revêt une importance particulière dans le contexte d'une reprise économique inégale, conjuguée à d'autres crises telles que le changement climatique et les conflits armés qui affaiblissent et continuent de perturber les systèmes agroalimentaires, ce qui entraîne des conséquences dévastatrices sur la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et les moyens de subsistance, notamment pour les familles à faible revenu. Dans son rapport de 2022, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, la FAO signale qu'en 2021, la faim a touché 46 millions de personnes de plus qu'en 2020, et 150 millions de personnes de plus depuis 2019, avant la pandémie de covid-19 (FAO *et al.*, 2022). Ce contexte de fragilité de l'existence économique et d'insécurité alimentaire renforce la vulnérabilité des ménages et des enfants et leur dépendance au travail des enfants.

À trois ans de l'échéance fixée pour l'objectif 8.7 des ODD de 2025 visant à mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes, ce bilan souligne l'urgence d'agir et la nécessité d'un changement profond. Comme il est mentionné dans l'Appel à l'action de Durban, «Pour atteindre la cible 8.7 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui est de mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes d'ici à 2025, une action immédiate, intensive, soucieuse des considérations de genre, bien coordonnée, multisectorielle, multipartite et fondée sur les droits s'impose pour intensifier les efforts de lutte contre le travail des enfants et le travail forcé».

Comme il est reconnu dans le Cadre de la FAO pour l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture, le travail des enfants dans ce secteur compromet les efforts déployés pour éradiquer la faim, la malnutrition et la pauvreté des générations actuelles et futures (ODD 1 et ODD 2) (FAO, 2020b). Si les enfants continuent à travailler majoritairement dans des conditions difficiles au lieu de bénéficier d'une éducation, il sera impossible de mettre en place une agriculture et des systèmes alimentaires durables permettant de nourrir la population mondiale, de protéger la planète et de garantir de solides moyens de subsistance aux agriculteurs. La FAO espère que cet examen fournira des informations utiles aux décideurs, aux gouvernements, aux parties prenantes du secteur agricole, aux organisations de développement et à d'autres acteurs engagés dans la lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture.



Bibliographie

- Aaron, A., Baidya, A., Wang, J., Chan, C., Wetzler, E. et Kang, Y. 2021. The Early Impacts of COVID-19 on Food Security and Livelihood in Vietnam. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5. www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2021.739140/full
- Abouzzohour, Y. 2020. *Policy and Institutional Responses to COVID-19 in the Middle East et North Africa: Morocco*. Doha, Brookings Doha Center. www.brookings.edu/wpcontent/uploads/2020/12/MENA-Covid-19-Survey-Morocco.pdf
- Abreh, M.K., Agbevanu, W.K., Alhassan, A.J., Ansah, F., Bosu, R.S., Crawford, L., Milss, C.A., Minardi, A.L. et Nyame, G. 2021. *What Happened to Dropout Rates after COVID-19 School Closures in Ghana?* Washington, Center for Global Development. www.cgdev.org/blog/what-happened-dropout-rates-after-covid-19-school-closures-ghana
- Agarwal K. 2020. COVID-19 Lockdown: In April, MGNREGA work crashed to lowest in 7 years [en ligne]. Publié par: *The Wire*. New Delhi. Consulté le 9 septembre 2021. www.thewire.in/labour/covid-19-lockdownmgnrega
- Agyei-Holmes, A., Ankrah, D.A. et Boakye, A.A. 2021. COVID-19 et Ghana's agri-food system: an assessment of resilience. *African Geographical Review*, 1-22. www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/19376812.2021.1971096?journalCode=rafg20
- Ahal, R. 2020. How India is adapting Mahatma Gandhi NREGA programme with the Covid-19 crisis? [vidéo] Disponible sur: *Youtube*. San Bruno, États-Unis. Consultée le 9 septembre 2021. www.youtube.com/watch?v=zK74k5TwOvI&feature=youtu.be
- Alliance mondiale pour une meilleure nutrition (Global Alliance for Improved Nutrition, GAIN). 2021. *Impact of Covid-19 on Food Systems: A Situation Report, Edition 6*. Genève, Suisse, GAIN. www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/impact-of-covid-19-on-foodsystems-global-situation-report-e6.pdf
- Amin Aslam Khan, M. 2020. Opinion: Pakistan's 'Green Stimulus' to combat Covid-19, protect nature. Publié par: *The Third Pole*. Londres. Consulté le 9 septembre 2021. www.thethirdpole.net/2020/05/04/pakistansgreen-stimulus-to-combat-covid-19-protect-nature
- African Mouvement of Working Children et Youth (AMWCY). 2022. Ghana: Breaking down the en ligne learning barrier. WCY Face The Challenge, No. 21 Dakar: Enda Tiers Monde. www.amwcy.org/wp-content/uploads/2022/01/DEFI-21-english-version_small-size-_final-for-Web.pdf
- Asante, D., Twumasi, M.A., Sakyi, A.S.K., Gyamerah, S. et Asante, B. 2021. A socio-geographic perspective of health et economic impacts of COVID-19 on poor households in Ghana. *GeoJournal*, 1-13 août 2021. <https://doi.org/10.1007/s10708-021-10487-2>
- Banque mondiale. 2020. *The Covid-19 pandemic: Shocks to education et policy responses*. Washington, Banque mondiale. <http://hdl.handle.net/10986/33696>
- Banque mondiale. 2022. *Two Years After: Saving a generation*. Washington, Banque mondiale. <http://hdl.handle.net/10986/37586>

- Banque mondiale, UNESCO et UNICEF.** 2021. *État de la crise mondiale de l'éducation: un chemin pour le redressement*. Washington, D.C., Paris, New York: La Banque mondiale, l'UNESCO et l'UNICEF. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/389381638768959685/pdf/Executive-Summary.pdf>
- Berthelin, L.** 2021. La contribution des femmes rurales à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Bolivie, Publié par: *Institut du Genre en Géopolitique*. Paris. Consulté le 14 juin 2022. <https://igg-geo.org/?p=2695>
- Bhalla, N. et Wuilberg, E.** 2020. *No bed of roses: East Africa's female flower workers lose jobs as coronavirus hits exports*. Publié par: *Reuters*. Londres. Consulté le 2 février 2022. www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-africa-women/no-bed-of-roses-east-africafemale-flower-workers-lose-jobs-as-coronavirus-hits-exports-idUSKCN21ToAW
- Bossenbroek, L. et Ftouhi, H.** 2021. Le sort des ouvrières agricoles au Maroc à l'époque de la pandémie de Covid-19 *Cahiers Agricultures*, 30(40). <https://doi.org/10.1051/cagri/2021027>
- Bouët, A., Debucquet Laborde, D. et Seck, A.** 2021. The impact of COVID-19 on agricultural trade, economic activity, et poverty in Africa. *Publié par: Bouët, A., Tadesse, G. et Zaki, C. (Eds.) Moniteur du commerce agricole africain (Africa Agriculture Trade Monitor – AATM), rapport 2021*. Kigali et Washington: AKADEMIYA2063; Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). www.ifpri.org/publication/impact-covid-19-agricultural-trade-economic-activity-and-poverty-africa
- Bourdillon, M. et Carothers, R.** 2019. Policy on Children's Work et Labour. *Children et Society*, 33(4), 387-95. <https://doi.org/10.1111/chso.12313>
- Bourdillon, M. C. F.** 2006. Children et work: a review of current literature et debates. *Development et Change*, 37(6), 1201-26. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00519.x>
- Brouziyne, Y.** 2021. Morocco's agricultural system response to the dual shock of the COVID-19 crisis et drought: learnings et recommendations for the new normal. *Food Research*, 5, 461-67. [https://doi.org/10.26656/fr.2017.5\(3\).073](https://doi.org/10.26656/fr.2017.5(3).073)
- Bundervoet T, Davalos M, Garcia N.** 2021. *The Short-Term Impacts of COVID-19 on Households in Developing Countries: An Overview Based on a Harmonized Data Set of High-Frequency Surveys. Document de travail de recherche politique*. Washington, D.C., Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35290>
- Bundervoet T. et Finn, A.** 2020. Ethiopia poverty assessment: What can it tell us about the likely effects of the coronavirus. Publié par: *les blogs de la Banque mondiale*. Consulté le 12 mai 2020. <https://blogs.worldbank.org/african/ethiopia-poverty-assessment-what-can-it-tell-us-about-likely-effects-coronavirus>
- CARE et ONU Femmes.** 2020. *Latin America et the Caribbean Rapid gender analysis for Covid 19*. Panama City: ONU Femmes. <https://reliefweb.int/report/brazil/latin-america-and-caribbean-rapid-genderanalysis-covid-19>
- Chiwaula L.W., Kadzamira E.C. et Meke E.S.** 2021. The Impact of COVID-19 on Primary Education in Malawi: Exploring Policy Responses and Practices. *Journal of International Cooperation in Education*, 24, 61-76. <https://cice.hiroshima-u.ac.jp/wp-content/uploads/2022/02/05-Lizzie-W.-Chiwaula.pdf>

- Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).** 2022. Les ministres sectoriels de la CEDEAO recommandent la reconnaissance mutuelle des tests PCR et la réouverture des frontières terrestres des États membres à compter du 1er janvier 2022 Publié par: *Ecowas*. Nigéria. Consulté le 2 juin 2022. www.ecowas.int/sectoral-ministers-of-ecowas-have-recommended-t June he-mutualrecognition-of-pcr-tests-and-reopening-of-land-borders-of-member-states-as-from-1-january-2022
- Darkwah, A.K.** 2021. *Ghana country study on Covid-19 measures et impacts*. Leyde, Pays-Bas, Plateforme de connaissances sur les politiques de développement inclusif (INCLUDE). <https://includeplatform.net/wp-content/uploads/2021/10/Ghana-country-study-on-COVID-19-measures-and-impacts.pdf>
- Darkwah, A.K., Thorsen, D. et Wayack-Pambè, M.** 2022. Gender blind spots in COVID-19 containment et mitigation measures in Burkina Faso et Ghana. *Feminist Africa*, 3, 71-98. https://feministafrica.net/wp-content/uploads/2022/05/FA_Volume-3-Issue-1_Gender-Blind-Spots-in-COVID-19-Containment-and-Mitigation-Measures-in-Burkina-Faso-and-Ghana.pdf
- de Groote, B., Assibey-Yeboah, S., Boyd, S., Koomen, I. et HortieFresh Team.** 2020. Impact of the COVID-19 pandemic on the horticulture sector in Ghana, Issue Brief 5. Wageningen, Pays-Bas: Hortifresh, Wageningen University et Research. <https://edepot.wur.nl/554137>
- Dixon, J.M., Weerahewa, J., Hellin, J., Rola-Rubzen, M.F., Huang, J., Kumar, S., Anup D. et al.** 2021. Response et resilience of Asian agrifood systems to COVID-19: An assessment across twenty five countries et four regional farming et food systems. *Agricultural Systems*, 193. <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2021.103168>
- Dunne, M., Humphreys, S. et Szyp, C.** 2021. *Education et children's work. Children's Lives in Rural SubSaharan Africa. Working Paper 9*. Brighton, UK, Action on Children's Harmful Work in African Agriculture, Institute of Development Studies. www.ids.ac.uk/publications/educationand-work-childrens-lives-in-rural-sub%E2%80%91saharan-africa
- Dutta, M., Ghosh, S. et Husain, Z.** 2021. *Ensuring food security during pandemics: Lessons from the COVID-19 lockdown in Bihar. Document d'orientation*. Londres, International Growth Centre. www.theigc.org/wp-content/uploads/2021/07/Husain-et-al-2021-Policy-Brief_0807.pdf
- Edmonds, E.V.** 2005. Does Child Labor Decline with Improving Economic Status? *The Journal of Human Resources*, 40, 77-99. www.jstor.org/stable/4129565
- Edmonds, E.V.** 2010. Trade, child labor, and schooling in poor countries. Publié par: *Porto, G. et Hoekman, B.M. (eds.) Trade adjustment costs in developing countries: Impacts, determinants et policyresponses*. Washington, la Banque mondiale. <https://cpb-use1.wpmucdn.com/sites.dartmouth.edu/dist/d/2044/files/2020/09/wbtrade.pdf>
- Edmonds, E.V. et Schady, N.** 2012. Poverty Alleviation et Child Labor. *American Economic Journal: Economic Policy*, 4, 100-24. www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/pol.4.4.100

- Edzamira, E., Mazalale, J., Meke, E., Mwale, I.V., Jimu, F., Moscoviz, L. et Rossiter, J.** 2021, Novembre 24. What happened to student participation after two rounds of school closures in Malawi? – and how have schools responded? *Center for Global Development*. Washington, Center for Global Development. www.cgdev.org/blog/what-happened-student-participation-after-tworounds-school-closures-malawi-and-how-have
- EFE.** 2021. *El agro boliviano reporta un superávit comercial de 430 millones de dólares*. Publié par: *Swissinfo*. Berne. Consulté le 4 avril 2022. www.swissinfo.ch/spa/bolivia-comercio_el-agro-boliviano-reporta-unsuperavit-comercial-de-430-millones-de-dolares/46695232
- El País.** 2022. COVID: choferes logran más horas para toma de pruebas en frontera. Publié par: *Opinion*. Madrid. Consulté le 4 mai 2022. www.opinion.com.bo/articulo/pais/covid-choferes-logran-mas-horas-tomapruebas-frontera/20220113235416851235.html
- Escalante Ochoa, L.E. et Maisonnave, H.** 2021. *The impact of the COVID-19 pandemic on women's welfare and domestic burdens in Bolivia*. hal.archives-ouvertes.fr/hal-03118060
- Escobar de Pabón, S. et Hurtado, G.** 2021. *Pobreza multidimensional y efectos de la crisis del COVID-19 en Bolivia 2021 Serie: Desigualdades y pobreza multidimensional*. Desigualdades y pobreza multidimensional. La Paz, CEDLA. <https://cedla.org/publicaciones/obess/desigualdades-y-pobreza-multidimensional/serie-desigualdades-y-pobreza-multidimensional-pobrezamultidimensional-y-efectos-de-la-crisis-del-covid-19-en-bolivia-2021-2>
- EU-OSHA (Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail).** 2020. COVID-19: Back to the workplace – Adapting workplaces and protecting workers. Publié par: *OSHWiki*. Bilbao, Espagne, et Bruxelles, Belgique, Union européenne. Consulté le 9 juin 2022. osha.europa.eu/en/publications/covid-19-back-workplace-adapting-workplaces-and-protecting-workers
- FAO.** 2017. *Cadre de Protection Sociale de la FAO*. www.fao.org/documents/card/fr/c/87c92abf-466d-4b01-b8ec-57ca7317ed57/
- FAO.** 2018. *Sustainable food systems concept and framework*. Rome, FAO. www.fao.org/3/ca2079en/CA2079EN.pdf
- FAO.** 2020a. *Covid-19: Mesures rapides et ambitieuses prises par le Royaume du Maroc*. Rome, FAO. www.fao.org/3/ca9353fr/CA9353FR.pdf
- FAO.** 2020b. *Cadre de la FAO pour l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture*. Rome, FAO <https://www.fao.org/3/ca9502fr/ca9502fr.pdf>
- FAO.** 2020c. *Impact of COVID-19 on agriculture, food systems et rural livelihoods in Eastern Africa: Policy et programmatic options*. Accra, FAO www.fao.org/3/cb0552en/CB0552EN.pdf
- FAO.** 2020d. *Impact de la covid-19 sur les travailleurs du secteur informel*, Rome, FAO. <https://www.fao.org/3/ca8560fr/CA8560FR.pdf>
- FAO.** 2020e. *Migrant workers et remittances in the context of COVID-19 in sub-Saharan Africa*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb0184en>

- FAO. 2020f. *Travailleurs migrants et pandémie de covid-19*. Rome, FAO. <https://www.fao.org/3/ca8559fr/CA8559FR.pdf>
- FAO. 2020g. *Rural youth and the COVID-19 pandemic*. Rome, FAO. www.fao.org/documents/card/en/c/ca9531en
- FAO. 2020h. *Protection sociale et lutte contre la covid-19 dans les zones rurales*. Rome, FAO. <https://www.fao.org/3/ca8561fr/CA8561FR.pdf>
- FAO. 2020i. *Vue d'ensemble des répercussions de la pandémie de covid-19 sur le secteur de la pêche et de l'aquaculture Additif à la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2020*. Rome. FAO. <https://doi.org/10.4060/ca9349fr>.
- FAO. 2021a. *National agrifood systems and COVID-19 in Ethiopia: Effects, policy responses et longterm implications*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb7850en>
- FAO. 2021b. *Policy responses to the COVID-19 crisis in the Near East and North Africa – keeping food et agriculture systems alive: A review based on the FAO Food et Agriculture Policy Decision Analysis (FAPDA) database*. Rome, FAO. www.fao.org/3/cb3874en/cb3874en.pdf
- FAO. 2021c. *Public employment programmes in the time of COVID-19*. Rome, FAO. www.fao.org/policysupport/tools-and-publications/resources-details/fr/c/1453073
- FAO. 2021d. *Reverse migration to rural areas of origin in the context of the COVID-19 pandemic*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb4712en>
- FAO. 2021e. *Tackling child labour in fisheries and aquaculture. Background paper*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb7159en>
- FAO. 2021f. *Tackling child labour in in livestock keeping. Background paper*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb7160en>
- FAO. 2021g. *The role of social protection in the recovery from COVID-19 impacts in fisheries et aquaculture*. www.fao.org/policy-support/tools-and-publications/resourcesdetails/fr/c/1382680
- FAO, FIDA (Fonds international de développement agricole), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), PAM (Programme alimentaire mondial des Nations Unies) et OMS (Organisation mondiale de la Santé). 2022. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc0640fr>
- FAO et OIT (Organisation internationale du travail). 2021. *Étendre la protection sociale aux populations rurales Perspectives pour une approche commune entre la FAO et l'OIT*. Genève, Suisse, FAO et OIT. <https://doi.org/10.4060/cb2332fr>
- FAO. 2022. FAPDA – Food et Agriculture Policy Decision Analysis Tool: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Publié par: FAO. Consulté le 10 juin 2022. <http://fapda.apps.fao.org/fapda>

- GAIN (Global Alliance for Improved Nutrition).** 2021. *Impact of Covid-19 on Food Systems: A Situation Report, Edition 6*. Genève, Suisse, GAIN. www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/impact-of-covid-19-on-foodsystems-global-situation-report-e6.pdf
- Gentilini, U., Almenfi, MBA., Iyengar TMM., Okamura Y., Downes JA., Dale, P., Weber M. et al.** 2022. *Social Protection et Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures*. Washington, Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37186>
- González-Bustamante, B.** 2021. Evolution and early government responses to COVID-19 in South America. *World Development*, 137. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105180>
- GSS (Ghana Statistical Service).** 2020. *Brief on COVID-19 households et jobs tracker. Wave 1*. Accra, GSS. https://statsghana.gov.gh/covidtracker/HH_tracker_wave_1_weighted_update_v6.pdf
- Hirvonen, K., Minten, B., Mohammed, B. et Tamru, S.** 2021. Food prices and marketing margins during the COVID-19 pandemic: Evidence from vegetable value chains in Ethiopia. *Agricultural Economics*, 52, 407-21. <https://doi.org/10.1111/agec.12626>
- Hodey, L.S. et Dzanku, F.M.** 2021. *A Multi-Phase Assessment of the Effects of COVID-19 on Food Systems and Rural Livelihoods in Ghana. APRA COVID-19 Country Report*. Brighton, RU, Future Agricultures Consortium. https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/16990/APRA_COVID_19_Ghana_Country_Report_3.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Hossain, M.** 2021. Unequal experience of COVID-induced remote schooling in four developing countries. *International Journal of Educational Development*, 85. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2021.102446>
- Hogewoning, J.** 2020. Sembrando Vida Now Part of COVID-19 Strategy. Publié par: *Mexico Business*. Consulté le 22 avril 2022. <https://mexicobusiness.news/agribusiness/news/sembrando-vida-now-part-covid-19-%20strategy>
- Humphreys, S., Moses, D., Kaibo, J. et Dunne, M.** 2015. Counted in and being out: Fluctuations in primary school et classroom attendance in northern Nigeria. *International Journal of Educational Development*, 44, 134-43. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2015.08.004>
- Ilukor, J. et Gourlay, S.** 2021. *Locust invasion in Ethiopia: Scope and impact. Brief Living Standards Measurement Study*. Washington, D.C., Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35605/Locust-Invasion-in-Ethiopia-Scope-and-Impact-Evidence-from-the-World-Bank-Supported-High-Frequency-Phone-Surveys.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- InfoMigrants.** 2020. Spain to hire foreign workers to cover agriculture shortfall. Publié par: *InfoMigrants*. Issy Les Moulineaux. Consulté le 27 mai 2020. <https://www.infomigrants.net/fr/post/23946/spain-to-hireforeign-workers-to-cover-agricultureshortfall#:~:text=Spain%20will%20make%20it%20easier,workers%20due%20to%20the%20coronavirus>

- Initiative internationale sur le cacao (International Cocoa Initiative, ICI).** 2021. *Effectiveness review of child labour monitoring systems in the West African cocoa sector. Research Report*. Châtelaine, France, ICI. www.cocoainitiative.org/sites/default/files/resources/ICI-CLMRS-Effectiveness-Review_EN.pdf
- INE (Instituto Nacional de Estadística).** 2017. *Resultados de la Encuesta de niñas, niños y adolescentes que realizan una actividad laboral o trabajan: ENNA 2016*. La Paz, INE. <https://anda.ine.gob.bo/index.php/catalog/56>
- INE.** 2021. *El Boletín Estadístico de la Encuesta Continua de Empleo 2T 2021*. La Paz, INE. www.ine.gob.bo/index.php/publicaciones/boletin-estadistico-encuesta-continua-de-empleoece-2t-2021-resultados-preliminares
- IPCIG (International Policy Center for Inclusive Growth).** 2022. *Social protection response to COVID-19 in rural LAC: The potential of digitalisation to build back better*. Brasilia, IPCIG. https://ipcig.org/sites/default/files/pub/en/PRB84_Social_protection_response_to_COVID_19_in_rural_LAC_The_potential_of_digitalisation.pdf
- Institut de statistique de l'UNESCO (UNESCO Institute for Statistics, UIS).** 2019. *UIS education data release: Septembre 2019, Information Paper No. 59*. Paris, UIS. <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/ip59-uiseducation-data-release-september-2019.pdf>
- Jones, N., Devonald, M., Dutton, R., Baird, S., Yadete, W. et Gezahegne, K.** 2021. Disrupted education trajectories: Exploring the effects of Covid-19 on adolescent learning and priorities for “building back better” education systems in Ethiopia. *Development Policy Review*. <https://doi.org/10.1111/dpr.12607>
- Kang, Y., Baidya, A., Aaron, A., Wang, J., Chan, C. et Wetzler, E.** 2021. Differences in the early impact of COVID-19 on food security and livelihoods in rural et urban areas in the Asia Pacific Region. *Global Food Security*, 31. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100580>
- Kollnig, S.** 2020. Chicken for Everyone? A Cultural Political Economy of the Popularity of Chicken Meat in Bolivia. *Gastronomica*, 20, 36-48. <https://doi.org/10.1525/gfc.2020.20.4.36>
- Kpodar, K.R., Mlachila, M., Quayyum, S.N. et Gammadigbe, V.** 2021. *Defying the odds: Remittances during the COVID-19 pandemic*. Washington, D.C., États-Unis, Fonds monétaire international. <https://doi.org/10.5089/9781513578453.001>
- Laborde, D., Martin, W., Swinnen, J. et Vos, R.** 2020. COVID-19 risks to global food security. *Science*, 369, 500-02. www.science.org/doi/10.1126/science.abc4765
- Li, F. et Manzano Chura, B.** 2021. Quinoa and small-scale agriculture in times of COVID-19. *Anthropology Now*, 13, 54-64. <https://doi.org/10.1080/19428200.2021.1973278>
- López-Ridaura, S., Sanders, A., Barba-Escoto, L., Wiegel, J., Mayorga-Cortes, M., Gonzalez-Esquivel, C., Lopez-Ramirez MA, Escoto-Masis RM., Morales-Galindo E., García-Barcenai TS.** 2021. Immediate impact of COVID-19 pandemic on farming systems in Central America and Mexico. *Agricultural Systems*, 192. <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2021.103178>

- Machicado, C. G.** 2020. *Impacto socioeconómico de la pandemia de la COVID 19 en Bolivia*. La Paz, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). www.undp.org/es/bolivia/publications/impactosocioecon%C3%B3mico-de-la-pandemia-de-la-covid-19-en-bolivia
- Matita, M. et Chimombo, M.** 2021. *A multi-phase assessment of the effects of COVID-19 on food systems and rural livelihoods in Malawi*. Brighton, RU, Agricultural Policy Research in Africa (APRA). https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/16948/APRA_COVID_19_Malawi_Country_Report_3.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- McAuliffe, M. et Triandafyllidou, A. (eds.)** 2021. *État de la migration dans le monde 2022*. Genève, Suisse, Organisation internationale pour les migrations (OIM). <https://publications.iom.int/fr/node/3276>
- Mendoza, O., Pérez, R., Estrada, M. et Condori, M.** 2020. *Diagnóstico efectos COVID-19 en la producción agropecuaria y seguridad alimentaria*. La Paz, FAO. www.ruralytierras.gob.bo/uploads/d_covid.pdf
- Miranda, R., Bazán, C. et Nureña, C.R.** 2021. *Bienestar docente e impacto de la pandemia de Covid-19 en escuelas rurales multigrado*. Lima, Innovación para el Desarrollo. www.researchgate.net/publication/354962067_Bienestar_docente_e_impacto_de_la_pandemia_de_COVID19_en_escuelas_rurales_multigrado_Un_estudio_cualitativo_con_docentes_de_tres_regiones_del_Peru
- Morris, M., Rekha, A., Perego, S., Perego, V.M.E.** 2020. *Future Foodscapes: Re-imagining Agriculture in Latin America et the Caribbean*. Washington, Banque mondiale. <http://hdl.handle.net/10986/34812>
- Morrow, V. et Boyden, J.** 2018. *Responding to children's work: Evidence from the Young Lives study in Ethiopia, India, Peru and Vietnam, Summative Report*. Oxford, RU, Young Lives. www.younglives.org.uk/sites/default/files/migrated/YL-RespondingToChildrensWork-A4-Jan18_0.pdf
- Morrow, V., Tafere, Y., Chuta, N. et Zharkevich, I.** 2017. "I started working because I was hungry": The consequences of food insecurity for children's well-being in rural Ethiopia. *Social Science et Medicine*, 182, 1-9. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2017.04.004>
- Nandi, R., Nedumaran, S., Selvaraj, A., Datta Mazumdar, S. et Kumar, S.** 2021. The COVID-19 Induced Disruptions across Groundnut Value Chain: Empirical Evidence from South India. *Sustainability*, 13. <https://doi.org/10.3390/su13041707>
- Näslund-Hadley, E., Hernandez-Agramonte, J.M., Montaña, O., Namen, G., Alpizar, U., Luna, L., Ochoa, L.** 2020. *Educación inicial remota y salud mental durante la pandemia*. Washington, Banque interaméricaine de développement (BID). <http://dx.doi.org/10.18235/0002890> <https://blogs.iadb.org/educacion/es/educacioninicialremotaysaludmental>
- Nations Unies.** 2016. *Tackling violence in schools: A global perspective*. New York, États-Unis, Nations Unies. https://violenceagainstchildren.un.org/sites/violenceagainstchildren.un.org/files/documents/publications/10._tackling_violence_in_schools_a_global_perspective.pdf

- Nations Unies.** 2020. *Country responses et policy considerations – Regional UN Issue-Based Coalition on Social Protection (IBC-SP) July 2020*. New York, États-Unis, Nations Unies. www.socialprotection.org/gimi/gess/ShowRessource.action;jsessionid=2HgtxxojRw8b96BQ7rqk6HbqR2Zj6--pu6JEvPnuxdPaG_DR_wpq!539423187?lang=AR&id=56960
- OIT.** 2017a. *Estimations mondiales du travail des enfants. Résultats et tendances 2012-2016*. Genève, Suisse, OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_651813.pdf
- OIT.** 2017b. *Fiche d'information régionale pour l'Afrique. Estimations mondiales de l'esclavage moderne*. Genève, Suisse, OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@ipec/documents/publication/wcms_597875-ipec/documents/publication/wcms_747422.pdf
- OIT.** 2020. *Protéger les travailleurs migrants pendant la pandémie de COVID-19. Recommandations aux décideurs politiques et aux mandants*. Genève, Suisse, OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_745197.pdf
- OIT.** 2021a. *Observatoire de l'OIT: COVID-19 et le monde du travail, 8e édition*. Genève, Suisse, OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_824094.pdf
- OIT.** 2021b. *Rapid assessment of the impact of COVID-19 on labour markets in Ethiopia: A case study of the Somali et Tigray regions*. Genève, Suisse, OIT. www.ilo.org/global/programmes-andprojects/prospects/countries/ethiopia/WCMS_779298/lang--en/index.htm
- OIT.** 2022. *L'appel à l'action de Durban sur l'élimination du travail des enfants*. Genève, Suisse, OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/genericdocument/wcms_845911.pdf
- OIT-Fundamentals.** 2017. *Child labour in the primary production of sugarcane*. Genève, Suisse, OIT. Principes et droits fondamentaux au travail (FONDAMENTAUX). www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipec/documents/publication/wcms_ipec_pub_29635.pdf
- OIT-Fundamentals.** 2020. *Third-party monitoring of child labour et forced labour during the 2019 cotton harvest in Uzbekistan*. Genève, Suisse, OIT. Principes et droits fondamentaux au travail (FONDAMENTAUX). www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipec/documents/publication/wcms_735873.pdf
- OIT-Programme international pour l'abolition du travail des enfants (International Programme on the Elimination of Child Labour, IPEC).** 2013a. *Mesurer les progrès dans la lutte contre le travail des enfants – Estimations mondiales 2000-2012*. Genève, Suisse, OIT-IPEC. www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipec/documents/publication/wcms_221515.pdf
- OIT et UNICEF.** 2020. *COVID-19 et travail des enfants: une crise, une occasion d'agir*. New York, États-Unis, OIT et UNICEF. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipec/documents/publication/wcms_747422.pdf

- OIT et UNICEF.** 2021. *Travail des enfants: estimations mondiales 2020, tendances et le chemin à suivre*. New York, États-Unis, OIT et UNICEF. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipec/documents/publication/wcms_800300.pdf
- Orkin, K.** 2012. Are work et schooling complementary or competitive for children in rural Ethiopia? A mixed-methods study. *Publié par:* Boyden, J. et Bourdillon, M. (eds.). *Childhood poverty: Multidisciplinary approaches*. Oxford, Royaume-Uni, ODID, Département du développement international d'Oxford, Institut de recherche Young Lives. <https://resourcecentre.savethechildren.net/document/are-work-and-schoolingcomplementary-or-competitive-children-rural-ethiopia-mixed-methods/>
- Panama America.** 2021. Plan de Aprendizaje Acelerado se quedaría en los próximos años. *Publié par:* Panama America. Panama. Consulté le 23 février 2022. www.panamaamerica.com.pa/sociedad/plan-de-aprendizaje-acelerado-se-queraria-en-los-proximos-anos-1191271
- Panelli, R., Punch, S. et Robson, E.** 2007. From difference to dialogue. Conceptualizing global perspectives on rural childhood et youth. *Publié par:* Panelli, R., Punch, S. et Robson, E. (eds.) *Global perspectives on rural childhood and youth. Young rural lives*. New York, États-Unis, et Londres, Routledge. www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.4324/9780203942222-8/differencedialogue-conceptualizing-global-perspectives-rural-childhood-youth-ruth-panelli-samanthapunch-elsbeth-robson
- Parlamento Andino.** 2022. *Principales medidas adoptadas por el gobierno peruano frente a la emergencia provocada por la Covid-19*. Bogota, Parlamento Andino. www.parlamentoandino.org/index.php/actualidad/informes-covid-19/108-principales-medidasadoptadas-por-el-gobierno-peruano-frente-a-la-emergencia-provocada-por-la-covid-19
- Programme alimentaire mondial des Nations Unies.** 2020. *WFP Egypt Country Brief, April 2020*. Rome, PAM. <https://reliefweb.int/report/egypt/wfp-egypt-country-brief-april-2020>
- Punch, S.** 2003. Childhoods in the majority world: Miniature adults or tribal children? *Sociology*, 37, 277-95. <https://doi.org/10.1177/0038038503037002004>
- Quevedo Quispe, A.W.** 2021. Impacto de la pandemia del Covid-19 sobre los sistemas de producción de pollos parrilleros en el departamento de Chuquisaca. *Revista Ciencia, Tecnología e Innovación*, 19, 180-94. www.scielo.org.bo/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S2225-87872021000100007
- Salazar, L., Schling, M., Claudia, P.A. et Pazos, N.** 2020. *Challenges for Family Farming in the Context of COVID 19: Evidence from Farmers in Latin America and the Caribbean (LAC)*. Washington, D.C., Banque interaméricaine de développement (BID). <http://dx.doi.org/10.18235/0003070>
- Schmidt, S. et Uyeda, K.** 2020. *Towards a Sweeter Future: Analysis et Recommendations concerning Child Labor in the Cocoa Industry in Côte d'Ivoire et Ghana during the COVID-19 Pandemic*. New York, États-Unis, Youth Researchers Program, UNICEF Evaluation Office. <https://gdc.unicef.org/resource/towards-sweeter-future-analysis-and-recommendationsconcerning-child-labor-cocoa-industry>

- Schwab, A. et Seas, C. 2021.** The COVID-19 Pandemic in Peru: What Went Wrong? *The American journal of tropical medicine and hygiene*, 104(4), 1176-78. www.ajtmh.org/view/journals/tpmd/104/4/article-p1176.xml
- Subba Rao, G.V.R. 2021.** Farmers resort to distress sale owing to COVID-19-induced conditions. Publié par: *The Indu*. New Delhi. Consulté le 29 mai 2022. www.thehindu.com/news/national/andhrapradesh/unsold-and-underpriced/article34678076.ece
- Swinnen, J. et Vos, R. 2021.** COVID-19 and impacts on global food systems et household welfare: Introduction to a special issue. *Agricultural Economics*, 52, 365-74. <https://doi.org/10.1111/agec.12623>
- Thorsen, D., Darkwah, A.K. et Wayack-Pambè, M. 2021.** *A feminist exploration of COVID-19 measures in Burkina Faso and Ghana: Synthesis of Country Case Studies of Ghana et Burkina Faso. Research report*. La Haye, Plateforme de connaissances sur les politiques de développement inclusif (INCLUDE) <https://includeplatform.net/theme/a-feminist-exploration-of-covid-19-measures-in-burkinafaso-and-ghana>
- Tsikata, D. et Torvikey, G.D. 2021.** *Africa's COVID-19 responses. Proactivity, hits and misses et deepening inequalities*. La Hague, Plateforme de connaissances sur les politiques de développement inclusif (INCLUDE) <https://includeplatform.net/wp-content/uploads/2021/06/Synthesis-Report-COVID19-in-Africa.pdf>
- UKAID. 2022.** Policy Briefing: Policy and programme considerations to address education challenges in Malawi due to Covid-19 disruptions. Londres, UKAID. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/17089>
- UNESCO. 2002.** *Éducation pour tous: le monde est-il sur la bonne voie? Rapport mondial de suivi sur l'EPT*. Paris, UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000129950>
- UNESCO. 2003.** *Genre et éducation pour tous: le pari de l'égalité. Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003/4*. Paris, UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000132105>
- UNESCO. 2015.** *Rapport mondial de suivi sur l'EPT, 2015 – L'Éducation pour tous 2000-2015: progrès et enjeux*. Paris, UNESCO. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000232565_fre
- UNICEF. 2020.** Adolescentes bolivianos dicen aprender muy poco con la enseñanza virtual. Publié par: UNICEF. Paris. Consulté le 24 avril 2022. www.unicef.org/bolivia/comunicados-prensa/adolescentesbolivianos-dicen-aprender-muy-poco-con-la-ense%C3%B1anza-virtual
- UNICEF. 2021a.** *BÉNIN: Nos Rapports De Situation Sur La COVID-19 #25*. Paris, UNICEF. www.unicef.org/media/91421/file/Benin-COVID19-SitRep-11-January-2021.pdf
- UNICEF. 2021b.** *Situación de Familias con NNA durante el Covid-19. Encuesta telefónica de hogares 3. Parte 2 Ingresos y nutrición. June 2021*. Panama City, UNICEF. <http://www.unicef.org/panama/Encuesta-de-Hogares>
- Van Hoyweghen, K., Fabry, A., Feyaerts, H., Wade, I. et Maertens, M. 2021.** Resilience of global et local value chains to the Covid-19 pandemic: Survey evidence from vegetable value chains in Senegal. *Agricultural Economics*, 52, 423-40. <https://doi.org/10.1111/agec.12627>

- Vos, R. et Takeshima, H.** 2021. *Agricultural mechanisation and child labour in developing countries, IFPRI Discussion Paper 02080*. Washington, International Food Policy Research Institute (IFPRI). https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4000710
- Wossen, T. et Ayele, S.** 2018. Ethiopia's Agricultural Transformation: Agribusiness' Contribution to Reducing Youth Unemployment. *Publié par: Ayele, S., Glover, D. et Oosterom, M. (eds.) Youth Employment et the Private Sector in Africa*. Brighton. https://bulletin.ids.ac.uk/index.php/idsbo/article/view/3006/En_ligne%20article
- Zapata, D., Contreras, D. et Kruger, D.** 2011. Child Labor and Schooling in Bolivia: Who's Falling Behind? The Roles of Domestic Work, Gender, and Ethnicity. *World Development*, 39, 588–99. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2010.08.022>

Annexe 1

Critères de sélection pour les études de cas nationales

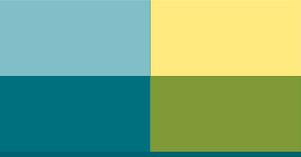
Pays	Incidence de la covid-19	Population rurale
AFRIQUE		
Éthiopie	Incidence de la covid-19 modérée en Afrique de l'Est (0,32 % de cas de covid-19 confirmés avant le 14 décembre 2021)	Importante population rurale dans un pays à forte densité de population (78 %)
Ghana	Incidence de la covid-19 modérée en Afrique de l'Ouest (0,42 % de cas de covid-19 confirmés avant le 14 décembre 2021)	Population rurale modérée (43 %), mais niveaux de pauvreté élevés parmi la population rurale
Malawi	Faible incidence de la covid-19 en Afrique du Sud (0,33 % de cas de covid-19 confirmés avant le 14 décembre 2021)	Importante population rurale (83 %)
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES		
Pérou	Forte incidence de la covid-19 (6,84 % de la population a déclaré avoir eu la covid-19 avant le 14 décembre 2021) et taux de mortalité élevé	Population rurale modérée (22 %), mais vaste population indigène (andine et amazonienne) et mobilité rurale-urbaine
Bolivie (État plurinational de)	Forte incidence de la covid-19 (4,77 % de la population a déclaré avoir eu la covid-19 avant le 14 décembre 2021)	Population rurale modérée (30 %), mais vaste population indigène et niveaux de pauvreté rurale élevés
Panama	Parmi la plus forte incidence de la covid-19 en Amérique centrale (11,16 % de la population a déclaré avoir eu la covid-19 avant le 14 décembre 2021)	Population rurale modérée (32 %), mais vaste population indigène et dépendance à l'égard de la migration de main-d'œuvre.
ASIE		
Viet Nam	Incidence de la covid-19 modérée (1,50 % de la population a déclaré avoir eu la covid-19 avant le 14 décembre 2021)	Importante population rurale dans un pays à forte densité de population (63 %)
Inde¹	Forte incidence de la covid-19 en Asie du Sud (2,52 % de la population a déclaré avoir eu la covid-19 avant le 14 décembre 2021)	Importante population rurale dans un pays à forte densité de population (65 %)

¹ Accent mis sur l'Andhra Pradesh, le Bihar et l'Uttar Pradesh

Prévalence du travail des enfants	Prévalence d'enfants non scolarisés	Durée de la fermeture des écoles
Prévalence du travail des enfants élevée (41,7 % des enfants âgés de 5 à 11 ans, 56,8 % de ceux âgés de 12 à 14 ans et 23,8 % de ceux âgés de 15 à 17 ans)	Prévalence d'enfants non scolarisés modérée (14,4 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire)	Longue période de fermeture des écoles (62 semaines)
Forte prévalence du travail des enfants (21,8 % âgés de 5 à 11 ans)	Faible prévalence d'enfants non scolarisés (0,8 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire)	Période de fermeture de l'école modérée (39 semaines)
Prévalence du travail des enfants élevée (36,3 % des enfants âgés de 5 à 11 ans, 51,5 % de ceux âgés de 12 à 14 ans et 56,7 % de ceux âgés de 15 à 17 ans)	Aucune information sur les enfants non scolarisés	Courte période de fermeture des écoles (26 semaines)
Informations limitées sur le travail des enfants	Faible prévalence d'enfants non scolarisés (1,4 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire)	Longue période de fermeture des écoles (75 semaines)
Prévalence du travail des enfants modéré en Amérique du Sud (30,6 % des enfants vivant dans des zones rurales âgés de 12 à 14 ans et 9,3 % de ceux âgés de 15 à 17 ans)	Prévalence d'enfants non scolarisés modérée (6,8 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire)	Longue période de fermeture des écoles (82 semaines)
Faible prévalence du travail des enfants (7,4 % des enfants vivant dans des zones rurales âgés de 12 à 14 ans et 10 % de ceux âgés de 15 à 17 ans)	Forte prévalence d'enfants non scolarisés en Amérique centrale (13,2 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire)	Longue période de fermeture des écoles (81 semaines)
Faible prévalence du travail des enfants (1,5 % des enfants âgés de 5 à 11 ans, 5,6 % de ceux âgés de 12 à 14 ans et 10 % de ceux âgés de 15 à 17 ans)	Aucun enfant non scolarisé en âge d'aller à l'école primaire	Période de fermeture de l'école modérée (31 semaines)
Faible prévalence du travail des enfants (0,1 % des enfants âgés de 5 à 11 ans, 1,0 % de ceux âgés de 12 à 14 ans et 4,1 % de ceux âgés de 15 à 17 ans)	Forte prévalence d'enfants non scolarisés (22,9 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire)	Longue période de fermeture des écoles (82 semaines)

Examen mondial des
politiques et réponses
programmatiques à la
covid-19 et ses effets sur
le **travail des enfants**
dans les systèmes
agroalimentaires





Division de la transformation rurale inclusive et de l'égalité femmes-hommes (ESP)

Axe Développement économique et social

End-Child-Labour@fao.org

www.fao.org/rural-employment

www.fao.org/childlabouragriculture

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Rome, Italie



Mis en oeuvre avec le soutien financier du BMZ et le soutien technique de la GIZ



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development

giz

ISBN 978-92-5-137470-2



9 789251 374702

CC2520FR/1/01.23